

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 JUILLET 1921.

Projet de loi contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses
du Congo Belge pour 1921 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE SPÉCIALE,
PAR M. TSCHOFFEN ⁽²⁾.

MESSIEURS,

En ouvrant le Congrès colonial, réuni le 18 décembre dernier, le Roi affirmait que, « quand on examine la croissance, la prospérité et les insuffisances de ces » jeunes sociétés (les colonies), l'expérience montre que parmi les moyens » pratiques d'assurer à une colonie la population, le bien-être et la richesse, il » faut placer au premier rang les mesures d'hygiène, puis les grands travaux » publics et, parmi ceux-ci, les voies de communication. »

La partie la plus importante du programme de notre politique coloniale tient en ces quelques lignes.

Lorsque votre rapporteur aura examiné ce qui a été fait au Congo au point de vue de l'hygiène et des grands travaux publics, il aura achevé sa tâche essentielle.

Les questions d'hygiène.

La lutte contre les maladies épidémiques et la dépopulation a retenu l'attention du Gouvernement et des autorités de la Colonie.

(1) Projet de loi, n° 34.

(2) Composition de la *Section centrale spéciale* :

a) Les membres de la **Commission permanente des Colonies** .

Composition de la *Commission* : MM. Tibbaut, président, Branquart, Brifaut, Bruggmann, Duysters, Fischer, Homans, Hubin, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Royers, Van Cauwelaert et Van Remoortel ;

b) Six membres nommés par les *Sections* : MM. Masson, Tschoffen, Catteeuw, Cousot, Van Hoegaerden et Pussemier.

Pour enrayer les deux fléaux qui menacent, non pas la prospérité de notre Colonie, mais son existence même, il a été fait quelque chose; il n'a pas été fait assez.

C'est l'avis unanime de votre Commission et de votre Section centrale.

Les faits, hélas indiscutables, ne permettent pas de penser qu'il est erroné.

Tandis que les maladies épidémiques, et plus spécialement la maladie du sommeil, poursuivent leur œuvre de dévastation, l'augmentation du nombre des décès et la diminution constante de la natalité accentuent chaque année le fléchissement du chiffre de la population indigène.

Ces choses doivent être dites. Les dissimuler, accueillir sans autre examen, les assurances réconfortantes autant qu'officielles distribuées par ceux qui ont le devoir d'entretenir la confiance du Pays dans l'avenir de la Colonie — il n'y a nul danger qu'elle soit ébranlée — ne pourrait qu'aggraver la situation.

Nier le péril ne l'écarte pas, mais, en se refusant à le voir tel qu'il est, on risque d'affaiblir la volonté d'y porter remède.

Or, la question de la dépopulation au Congo continue à se poser avec une douloureuse gravité.

Si, par des mesures énergiques, immédiates et radicales, nous n'améliorons pas l'état sanitaire de la Colonie, nous compromettons gravement l'œuvre admirable entreprise en Afrique.

Les maladies épidémiques.

Nous publions en annexe au présent rapport les renseignements que M. le Ministre des Colonies a bien voulu nous faire tenir en réponse aux questions lui posées par votre rapporteur.

Consignons ci-dessous la substance de la note du Gouvernement relative à la situation sanitaire. Nous indiquerons plus loin les réserves qu'elle nous paraît appeler.

I. POPULATION BLANCHE.

L'état sanitaire est bon. La mortalité qui était de 15 % en 1880, 8.7 % en 1890, 5.76 % en 1900, 3.75 % en 1909 est tombée à 1.4 % en 1919.

On ne peut que se féliciter des constatations consolantes de cette statistique.

L'amélioration est constante et progressive et permet d'affirmer que le blanc, qui ne se refuse pas à prendre un minimum de précautions, peut séjourner sans danger dans la Colonie.

II. — POPULATION INDIGÈNE.

La note du Ministère étudie les ravages de six maladies épidémiques :

La grippe.

On confirme que « la vague de grippe qui a déferlé sur la Colonie en 1918

» et 1919 y a enlevé environ 5 % de la population indigène ». Le fléau fut effroyable, mais temporaire. Il a cessé ses effets.

La tuberculose.

Malgré que les populations indigènes, mal immunisées, soient particulièrement sensibles aux attaques de cette maladie, ses effets, grâce aux précautions prises, sont peu considérables.

La maladie du sommeil.

Sans sous-estimer ses ravages, on peut dire que la maladie a perdu l'« allure catastrophique » des dernières années.

Les mesures prophylactiques et curatives, notamment les missions spéciales qui attaquent le mal dans les régions les plus menacées, ont obtenu des résultats encourageants.

La malaria.

La population continue à payer un tribut sérieux au paludisme.

Cependant, les noirs commencent à apprécier les effets de la médication à base de quinine.

La dysenterie.

Rien de spécial à signaler.

La Pneumonie.

Affection très sérieuse pour les noirs.

On étudie divers moyens d'en limiter les effets.

Service médical et d'hospitalisation.

Le nombre des médecins qui était tombé à 34 pour l'ensemble du territoire Congolais, atteindra 71 fin juin 1921.

Leur recrutement est difficile.

Ils sont assistés d'un certain nombre d'infirmières religieuses et laïques ainsi que d'agents sanitaires.

Le Gouvernement — innovation heureuse — a créé 6 « écoles d'assistants médicaux indigènes » dont les élèves reçoivent un enseignement élémentaire les mettant à même de soigner les affections courantes des noirs.

Un service spécial d'inspection de l'hygiène a été créé au Katanga.

La note du Gouvernement signale l'assistance particulièrement efficace qu'il trouve, pour l'aider dans sa lutte contre les maladies et la dépopulation chez les missionnaires dont 49 ont, en 1920, conquis le diplôme de sortie de l'École de Médecine Tropicale de l'État à Bruxelles.

Elle signale encore que diverses missions spéciales ont été envoyées dans la Colonie en 1919 et 1920 pour rechercher et mettre en œuvre les moyens de combattre la maladie du sommeil

L'Administration a établi dans la Colonie 58 hôpitaux, dispensaires et lazarets.

Il faut y ajouter ceux qui sont installés par les Missions et certaines Sociétés privées.

* * *

Les constatations consignées dans la note ci-dessus résumée devraient réfléchir sur

la Dépopulation.

Le Département des Colonies déclare « ne pas posséder les données suffisantes » lui permettant d'établir une statistique sur la mortalité, mais le peu de densité des populations indigènes dans la plupart des régions du Centre de l'Afrique montre qu'il y a là un phénomène général comportant de sérieux efforts. »

Nous voudrions pouvoir nous borner à enregistrer les déclarations que nous venons de condenser et à féliciter Monsieur le Ministre des Colonies des efforts déployés pour rendre la santé au Congo.

Ces efforts sont considérables et méritoires et il convient, quand on en apprécie les résultats, de ne pas perdre de vue quelle est l'immensité de la tâche à accomplir, mais il n'en reste pas moins qu'ils sont insuffisants, que le fléau demeure menaçant, que les blancs en sont pour partie responsable et qu'aussi longtemps qu'il n'est pas conjuré, tout progrès de notre entreprise coloniale demeure enrayé.

* * *

Les maladies épidémiques et plus spécialement la maladie du sommeil ne peuvent être efficacement combattues que par une médication rationnelle et persévérante.

Les indigènes s'y soumettent avec impatience ou du moins avec négligence. Pour obtenir d'eux qu'ils prennent les soins indispensables, il convient de les surveiller de très près.

Pour ce faire, il faut disposer d'un personnel considérable, que de nombreux médecins tiennent en mains et dirigent rationnellement.

Or, une première constatation s'impose : le Département se félicite, comme d'un progrès considérable, de ce que le nombre des médecins en activité dans la Colonie, atteindra 71 fin juin 1921. Nous voulons supposer qu'il s'agit bien de 71 médecins en service actif.

Évidemment, c'est un progrès puisque le nombre des médecins était tombé à 31 pour l'ensemble de la Colonie. On ne pourrait descendre plus bas. La moindre modification constitue donc une amélioration dont votre Commission a été heureuse de prendre acte.

Il n'en reste pas moins que le chiffre actuellement atteint est encore lamentablement insuffisant.

Qu'on veuille songer à l'immensité de la tâche et à l'étendue du territoire qu'il faut préserver ou purifier de la maladie.

Le Congo est grand quatre-vingts fois comme la Belgique; 71 médecins y exercent leur profession.

Le rapprochement de ces deux chiffres n'est que trop éloquent.

La note du Gouvernement indique avec raison que bien que des sacrifices financiers considérables aient été consentis pour assurer aux médecins pratiquant en Afrique une situation matérielle en rapport avec les services qu'ils rendent et le dévouement qu'on exige d'eux, leur recrutement reste difficile.

C'est exact. On doit espérer que cette difficulté ne sera que temporaire. Il y a lieu d'envisager, à ce point de vue, d'autres réformes qu'un relèvement des traitements.

Votre Commission croit devoir signaler au Gouvernement l'utilité qu'il y aurait à débarrasser le médecin colonial d'une sujétion trop immédiate aux exigences souvent tracassières de certains fonctionnaires.

Il importe d'assurer aux médecins, en même temps que le rang hiérarchique qui leur est dû, un minimum d'indépendance et d'initiative.

Si les médecins sont trop peu nombreux, les efforts de leurs meilleurs auxiliaires et plus spécialement des missionnaires qui les assistent avec une louable tenacité dans leur lutte contre la maladie, ne sont pas toujours encouragés comme ils devraient l'être.

Les Missions catholiques, les seules pour lesquelles nous possédons un relevé complet, ont organisé et maintiennent en activité plusieurs centaines d'hôpitaux, lazarets et dispensaires.

A notre connaissance, en 1920, 79 missionnaires étaient porteurs du diplôme de l'École de médecine tropicale et ce chiffre s'accroît de jour en jour.

Des centaines de milliers de malades sont par eux, ou par les infirmiers noirs qu'ils ont formés, soignés chaque année.

En 1920, pour ne citer qu'un exemple, les seuls Pères blancs et leurs infirmiers ont donné leurs soins à 380,645 indigènes.

Or, non seulement les subsides alloués aux missions pour les aider dans leur entreprise d'assainissement sont insuffisants, mais les médicaments les plus indispensables leur manquent, comme aux médecins du reste, et même, ils doivent décaisser chaque année des milliers de francs pour acquitter les droits de douane qui frappent à l'entrée dans la Colonie les remèdes qu'ils se procurent de leurs propres deniers!

Nous l'avons dit plus haut; le Congo reste gravement menacé.

La maladie du sommeil poursuit ses ravages. Certaines régions comme le Mayumbe, indemnes jusqu'à présent, sont aujourd'hui contaminées.

Le docteur Dryepondt pouvait écrire en 1920 ⁽¹⁾ que « partout sévit le fléau » d'une mortalité excessive compliquée d'une incontestable diminution de la » natalité. L'existence même de la race noire est donc menacée ».

(1) Dr G. DRYEPONDT. *La question de la dépopulation au Congo*. (BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ BELGE D'ÉTUDES COLONIALES, n° de juillet 1920).

Et si l'on pensait que le tableau est assombri, nous demanderions l'avis qu'exprimait le docteur Broden dans son rapport au Congrès colonial.

Les conclusions de ce rapport empruntent à leur modération même une gravité spéciale :

« Le taux de la mortalité pour les noirs au service de l'européen et pour les » indigènes dans toute région où règne la maladie du sommeil est notablement » supérieur au taux normal de la mortalité humaine. Ensuite la natalité chez » nos races bantus est beaucoup trop faible dans les circonstances actuelles.

» Enfin, la mortalité infantile atteint presque toujours des proportions beaucoup trop élevées.

» Dans ces conditions, il semble à peine nécessaire de discuter longuement la » question : La population noire de notre Colonie augmente-t-elle ? Certains de » nos coloniaux les plus distingués en parlant des régions qu'ils connaissent » depuis des années n'hésitent pas à dire que la population noire y décroît de » façon constante.

» Sans doute avons-nous dans la Colonie quelques rares territoires non touchés encore par la maladie du sommeil, où le chiffre de la population indigène » augmente dans des proportions plus ou moins rapides. Dans les circonstances » les plus favorables, ces augmentations locales suffiront à peine pour combler » les pertes pour ainsi dire générales. »

* * *

Le mal est-il sans remède ?

Non. Le remède est connu. On peut se rendre maître de la maladie du sommeil et par là même de la dépopulation.

C'est ce que constatent les deux médecins dont nous recueillons plus haut l'opinion, corroborée par une étude que publiait le « *Mouvement Géographique* » du 22 juin 1920 : « La maladie du sommeil, grâce aux efforts persévérants des » RR. PP. Jésuites, a presque complètement disparu de certaines régions qui » avaient été particulièrement dévastées. »

Cette constatation rassurante aggraverait notre responsabilité si, le moyen étant entre nos mains, nous n'en usions pas sans autre délai.

Des mesures doivent donc être prises immédiatement qui sont signalées dans le rapport et les discussions que le Congrès Colonial de décembre 1920 a consacrées à la question.

Nous en indiquerons quelques unes, plus spécialement urgentes.

Il faut avant tout : Améliorer les conditions d'existence matérielle des noirs, de sorte qu'ils opposent une résistance plus efficace aux attaques de la maladie.

Augmenter le nombre des médecins et de leurs assistants, multiplier les hôpitaux, lazarets et dispensaires.

Reconnaître par de raisonnables subsides les services rendus par toutes les institutions qui luttent contre la maladie et la dépopulation et leur fournir gratuitement les médicaments utiles.

Améliorer les conditions hygiéniques des centres où viennent converger de

grandes masses de blancs et d'indigènes. (Travaux d'assainissement, distribution d'eau, etc....)

Exercer une surveillance rigoureuse sur les conditions de recrutement des travailleurs et soldats, sur la façon dont s'exercent les transports, veiller notamment à ce que les travailleurs transportés trouvent normalement les vivres et l'abri nécessaires.

Interdire toute nouvelle exploitation industrielle qui n'assurerait pas, dès avant sa mise en activité, que les travailleurs noirs seront convenablement logés et nourris.

Trop souvent des difficultés budgétaires ont contrarié la bonne volonté du Ministre des Colonies.

Il n'y a pas de plus détestable économie que celle qui s'opère au détriment de la population noire.

Pour assister le pouvoir Central et, dans la mesure des moyens dont on dispose, le débarrasser à ce point de vue d'un souci d'argent, le Parlement se doit de ne refuser au Ministre des Colonies aucun des crédits qui pourraient être utilement employés en vue de développer ses moyens d'action.

Votre Commission a pensé que si des crédits supplémentaires étaient demandés pour reconnaître et étendre les services de tous ceux qui, au Congo, luttent contre la maladie et la dépopulation, ils seraient votés sans hésitation.

Les grands travaux.

Votre rapporteur ne se reconnaît pas la compétence qu'il faut pour indiquer le programme des grands travaux nécessaires à l'équipement industriel et commercial de la Colonie; moins encore pour entrer dans le détail de leur exécution.

Ce qui doit être noté, ici, c'est le désir unanimement exprimé par votre Commission, que les travaux qui, suivant un plan d'ensemble, doivent assurer au Congo un réseau normal de voies de communication soient, sans attendre d'avantage, entrepris et poussés avec célérité.

La période des projets et des études est pour une bonne part close. Il importe de passer aux réalisations.

La Chambre a trouvé dans le Projet de loi autorisant la Colonie à exécuter des travaux publics sur des ressources extraordinaires (n° 235) et dans le Projet de Budget pour 1921 (n° 34) l'indication générale des travaux projetés par le Gouvernement.

Pour effectuer ces travaux, M. le Ministre des Colonies sollicite l'autorisation de contracter un emprunt de 300,000,000 de francs.

Ce faisant, il suit les indications qui lui ont été données par la Chambre elle-même lors de la discussion du budget de 1920.

Elle remplira un devoir envers la Colonie en accordant l'autorisation sollicitée.

Le premier crédit à imputer sur cet emprunt est de 60,000,000 de francs.

Nous ne pouvons qu'émettre le vœu qu'il en soit fait usage, au plus tôt, dans l'intérêt commun de la Métropole et de la Colonie.

* *

Votre Commission s'est préoccupée du point de savoir lesquels de ces grands travaux pourraient être immédiatement mis à exécution.

Elle a pris acte de ce que M. le Ministre des Colonies répondant aux questions lui posées par son rapporteur a bien voulu lui faire savoir ⁽¹⁾ que l'entreprise des travaux ci-dessous énumérés « ne dépend plus que des moyens financiers à obtenir » :

La reconstruction partielle de chemin de fer de Matadi-Léopoldville.

L'achèvement du chemin de fer du Katanga (de Bukama à Kiabo).

La construction du premier tronçon du chemin de fer de Benguela au Katanga (Tshilongo-Ruwe).

Construction du chemin de fer Bukama à Djoko-Punda (1^{re} section du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga).

Construction du chemin de fer de l'Uele.

Elle a pris acte encore de ce que les travaux dont énumération suit seront amorcés en 1924 :

Reconstruction partielle du chemin de fer Matadi-Léopoldville.

Construction du premier tronçon du chemin de fer Benguela au Katanga (Tshilongo-Ruwe).

Parachèvement et outillage du chemin de fer des Grands-Lacs.

Amélioration de la voie et équipement du chemin de fer du Mayumbe, aménagement du port de Boma.

Première section du chemin de fer de Bukama à Djoko-Punda.

Chemin de fer de l'Uele.

Dragage du Bas-Fleuve. Aménagement et équipement des ports de Matadi-Kinshasa.

Augmentation de la flotille de la Société Nationale des transports Fluviaux au Congo, par augmentation de son capital : 5 millions.

Routes dans la Province Orientale (Mele-Ituri-Katanga).

Travaux de voirie : Kinshasa-Elisabethville.

Eclairage : Elisabethville.

Distribution d'eau : Kinshasa-Elisabethville et autres localités importantes telles Stanleyville-Coquilhatville.

* *

Sans vouloir entrer dans la discussion technique des grands travaux projetés, nous croyons devoir signaler à la Chambre deux considérations primordiales relatives à notre politique des Chemins de fer dans la Colonie.

La première vise nos communications avec le Katanga.

Il est, à tous points de vue essentiel, qu'au plus tôt, ces communications soient améliorées.

(1) Voir en annexe la note de M. le Ministre des Colonies.

On ne sait que trop bien que cette province, la plus riche de la Colonie au point de vue minier, est menacée d'être submergée par l'influence étrangère. Nous y maintenons, péniblement, une légère prépondérance de l'élément belge.

Or, sa capitale, Elisabethville, est à 3,710 kilomètres de chemin de fer de Capte-Town, à 2,608 kilomètres de Beïra (côte Orientale), elle sera à 1,900 kilomètres de Lobito-Bay (côte Occidentale), — si le projet qui doit relier ce port à Tshilongo se réalise, — elle se trouve à 4,254 kilomètres de Matadi.

Et la voie qui la relie à Matadi, en décrivant une courbe immense qui va de l'Ouest au Nord et du Nord au Sud-Est, épousant le cours du Congo et du Lualaba comporte sept transbordements du chemin de fer au steamer et vice-versa.

Cette ligne est nécessaire et personne ne songe à critiquer ceux qui l'ont établie, mais, elle est d'une trop évidente insuffisance.

On doit, au plus tôt, établir une communication plus directe *en territoire Congolais* entre Elisabethville et Matadi.

C'est l'objet du projet qui relie Kinshasa-Sankuru Charlesville, en utilisant au besoin le Kasai et Charlesville-Bukama-Elisabethville.

Le projet, qui traverse de riches territoires agricoles et la région des diamants doit, semble-t-il, être réalisé avant tout autre et spécialement avant la section Tshilongo Ruwe qui amorce la ligne de Lobito-Bay.

L'exécution de ce projet rend indispensable l'aménagement de vastes installations à Kinshasa qui deviendra une importante tête de ligne et la transformation du Chemin de fer du Bas Congo vers lequel viennent confluer tous les produits de la Colonie.

L'exposé des motifs du projet de loi prévoyant l'octroi de ressources extraordinaires pour les grands travaux constate le mouvement ascensionnel du commerce de la Colonie.

Les exportations ont, en 6 ans, passé de 24,614 tonnes (1913) à 82,843 tonnes (1919).

Il constate encore que « ce mouvement commercial a largement dépassé la capacité de nos moyens d'évacuation ».

Or, il faut prévoir et espérer un accroissement de trafic régulier.

Le chemin de fer du Bas-Congo est la clef qui ouvre et ferme la Colonie dont la configuration géographique, étranglée vers l'Atlantique, ne permet d'autre voie d'évacuation que celle de Léopoldville-Matadi.

Aucun travail n'apparaît donc avec un caractère d'urgence plus accentué que celui qui doit mettre le chemin de fer du Bas-Congo à même d'assurer le trafic de toute la Colonie.

D'après les renseignements fournis à la Commission, on devrait envisager, non seulement l'amélioration de la voie existante, mais sa réfection complète et même, sur beaucoup de points, un tracé nouveau.

Ce travail amènera la Colonie à ouvrir, avec la Compagnie du chemin de fer du Congo, des négociations dans le détail desquels il ne nous appartient pas d'entrer.

Nous pouvons dire cependant que le vœu unanime de la Commission a été que la convention qui interviendrait sauvegarde les droits de la collectivité et garan-

tisse que les travaux nécessaires soient effectués sans retard et de telle sorte qu'ils puissent être considérés comme définitifs.

* * *

A la question des grands travaux se rattache intimement celle, si importante, du tarif des transports.

Ces tarifs sont actuellement établis de telle sorte qu'ils constituent une véritable entrave au commerce et s'opposent aux transports qu'ils prévoient.

Ils appellent plus particulièrement deux critiques :

Ils sont exagérés et ne sont pas, semble-t-il, équitablement proportionnés aux distances parcourues.

Si nos renseignements sont exacts, les frais de transport grevant une tonne de produits agricoles du lieu de la récolte jusque Boma, s'établissent comme suit :

Localités.	1910.	1920.	1921.
Léopoldville fr.	37 40	151 »	151 »
Stanleyville	97 40	202 »	227 »
Lusambo	97 40	209 »	237 50
Imongo	70 40	185 »	201 50
Bassankussu	82 40	197 »	219 50
Boendi	82 40	197 »	219 50
Libenge	97 40	200 »	224 »
Bombimba	73 40	188 »	206 »
Yambuya	103 40	218 »	251 »
Buta (2,500 kilomètres) environ.	103 40	218 »	251 »
Ponthierville	128 »	241 25	266 25
Kindu	161 »	266 85	291 85
Kongolo	219 77	355 60	380 60
Bukama	264 57	400 60	425 60
Lukula (Mayumbe)	95 »	135 »	136 25
Tshela (id.) 140 kilomètres . .	—	225 »	226 25

Votre Commission espère que, d'ici peu, il sera procédé à une refonte de ces tarifs, pour les mettre en harmonie avec les nécessités commerciales et, ajoutons-le, les intérêts bien compris des Compagnies de transport.

La Chambre trouvera, dans les annexes à ce rapport, une déclaration de M. le Ministre des Colonies, de laquelle il résulte que le Gouvernement s'intéresse à la question et a déjà apporté certaines améliorations au régime de 1920.

**La Politique d'industrialisation, le Statut des régies,
l'Octroi des concessions.**

Les pouvoirs publics ne sont institués ni pour créer des industries, ni pour faire le commerce.

D'autre part, l'État doit assurer l'exploitation rationnelle de son domaine, veiller à ce que les richesses immenses qu'il recèle soient mises à fruit, encourager toutes initiatives qui permettent de retirer de la Colonie les avantages qu'on est en droit d'en attendre, sans abdiquer son rôle de tuteur et ses devoirs de surveillance.

C'est pour répondre à cette pensée que le Gouvernement poursuit « une politique d'industrialisation qui l'a amené à séparer progressivement de l'administration proprement dite, une série d'exploitations économiques. »

On ne peut que l'en féliciter, à condition que ces organismes demeurent sous la responsabilité et l'autorité du Gouvernement et ne constituent pas un État dans l'État; mais votre Commission a émis le désir que le Ministre des Colonies fournisse à la Chambre les éclaircissements indispensables sur les modalités de réalisation de ces projets et, plus particulièrement, sur l'entreprise importante entre toutes, des mines de Kilo Milo, dont le produit représente environ 30 % des recettes de la Colonie.

Le budget de 1919 comportait pour ce poste des prévisions de comptes détaillées.

Le projet de budget pour 1921 ne contient à ce sujet que deux chiffres :

1° Au budget pour ordre, art. 19, p. 82 en recettes et en dépenses, 30 millions, sans autres explications;

2° Aux voies et moyens, art. 25, le même chiffre qu'au budget de 1920, soit fr. 16,292.40, sans plus.

Votre Commission a estimé que la discussion du budget offrirait à M. le Ministre des Colonies l'occasion de mettre la Chambre à même de porter un jugement sur ces opérations.

Dès à présent, nous signalons que la Chambre pourra consulter utilement, à ce sujet, avec la réponse du département aux questions posées (cf. annexes du rapport) les documents suivants : l'arrêté royal du 29 décembre 1919 sur l'exploitation des régies des Mines de Kilo; l'arrêté royal du 12 août 1918 sur la vente et la location des terres; le règlement du Comité Spécial du Katanga sur l'exploitation des forêts; le rapport du Conseil Colonial et le décret du 16 avril 1919 sur la recherche et l'exploitation des mines au Katanga.

Les services d'aviation.

Un membre de la Commission nous a prié de signaler les services que l'aviation peut rendre à la Colonie et sur sa demande, nous avons posé à ce sujet à Monsieur le Ministre certaines questions auxquelles il a bien voulu répondre. (cf. annexes du rapport).

Un douloureux accident a récemment éprouvé le service aérien de la Colonie. Après avoir offert l'hommage qui leur est dû aux bons serviteurs qui sont tombés victimes de leur dévouement et de leur esprit d'initiative, les pouvoirs compétents voudront sans doute développer et améliorer notre aviation africaine.

A jeunes pays, moyens de transport modernes.

L'aviation est appelée à rendre au Congo d'autant plus de services qu'elle peut prendre sa place sans faire tort à d'autres entreprises.

Le régime des pensions.

La Chambre trouvera annexée au rapport la réponse de M. le Ministre des Colonies qui fournit les éclaircissements demandés par la Commission des Colonies.

Le régime des pensions est, pensons-nous, généreusement établi et de nature à donner satisfaction aux intéressés.

Un membre a attiré l'attention de la Commission sur le sort réservé aux agents qui ont servi l'État Indépendant, avant la reprise par la Belgique.

Il est, de beaucoup, moins favorable que celui qui est assuré aux agents de la Colonie.

Jusqu'à présent les agents de l'État Indépendant n'ont pas obtenu que des mesures pratiques soient prises pour garantir le caractère viager de leur pension et seuls, de tous les fonctionnaires, il n'ont pas obtenu qu'elle soit augmentée.

A leurs légitimes revendications, il est objecté qu'il ne s'agit pas de pensions véritables et « qu'ils sont entrés au service de l'État Indépendant, sachant qu'il n'y avait pas de pension ».

Ces raisons ne nous paraissent pas décisives.

Le droit à la pension a été reconnu par le décret du 25 avril 1910, dont l'article 1^{er} porte « Il est accordé une pension civique aux citoyens belges, etc. ».

Le brevet de pension constate « Le Ministre des Colonies certifie que par » arrêté royal du il a été accordé à M. une pension » civique annuelle et *viagère*, conformément aux dispositions du décret du » 25 avril 1910 ».

Il n'est donc pas douteux que les intéressés ont actuellement un droit à la pension, que cette pension a un caractère viager.

Il n'y a nulle bonne raison pour que cette pension ne soit pas augmentée comme celles qui sont servies aux autres fonctionnaires et il y a, par contre, deux raisons péremptoires qui justifient une majoration : la première c'est que le devoir de reconnaissance envers les premiers pionniers de l'œuvre africaine est particulièrement impérieux, la seconde c'est que, hélas, la mort a fait de larges vides dans les rangs de ces ouvriers de la première heure et que le trésor public ne sera pas lourdement grevé en acquittant envers eux une dette d'honneur.

L'intervention du Trésor belge.

Pour la première fois, nous voyons apparaître dans le Budget de la Colonie (Voies et Moyens, Recettes extraordinaires) ⁽¹⁾, l'intervention financière de la Métropole.

Elle se chiffre par 15 millions « affectés au paiement des coupons de la dette congolaise créée pour couvrir les dépenses extraordinaires ».

C'est une innovation heureuse, dont il convient de féliciter le Gouvernement.

Elle indique que la Belgique comprend son devoir envers sa terre d'Afrique et n'ignore pas qu'elle doit aider à son développement par tous les moyens, y compris l'assistance financière, du reste temporaire.

Mais on peut, au vu des documents qui nous sont soumis, hésiter sur le caractère réel de cette intervention : est-ce un subside, est-ce une avance ?

On peut aussi se demander si sa justification est fort heureuse.

Ces 15,000,000 doivent être affectés au paiement des coupons de la dette à contracter pour couvrir les dépenses résultant des grands travaux qui vont être entrepris.

Mais l'emprunt de 300 millions dont les 15 millions représentent l'intérêt, n'est pas contracté et M. le Ministre, limité par les possibilités de réalisation pratique, ne sollicite pour 1921 que 60 millions, sans pouvoir nous donner l'assurance qu'ils seront utilement dépensés pendant l'exercice en cours.

Enfin, on se demande si les écritures relatives à ce poste sont rationnellement établies au projet du budget.

Si les 15 millions provenant du Trésor belge représentent un subside, ils doivent apparaître comme une recette exceptionnelle, sans contrepartie et le budget, au lieu de solder par un mali de fr. 7,455,070, — soldera par un boni de 7,544,930 francs.

Si ces 15 millions constituent une avance, il conviendrait d'indiquer d'une façon précise les conditions de cette avance, de stipuler le mode et la date de remboursement.

Les documents soumis à la Chambre seront utilement complétés par les précisions que mercredi le Ministre voudra lui fournir.

La grève des fonctionnaires.

Nous ne pouvons clôturer ce rapport sans dire un mot du conflit douloureux qui s'est élevé entre le gouvernement et les fonctionnaires, de la correspondance qu'ont échangée à ce sujet M. le Ministre des Colonies et le personnel, et des menaces de grève à peine déguisées qu'elle contient.

Sans entrer dans la discussion des desiderata formulés par les agents de la Colonie et après avoir pris acte de ce qu'il y a été largement fait droit, il est impossible de dissimuler que votre Commission a été péniblement impressionnée

(1) Cf. Projet de Budget, p. 44.

par le ton des communications que certains agents, délégués par leurs collègues, ont adressées au Gouvernement.

M. le Ministre des Colonies a pris, à ce propos, certaines sanctions justifiées et modérées. Nous voulons croire qu'elles suffiront pour rappeler les agents, qui ont perdu de vue qu'un minimum de discipline doit être exigé dans leurs rapports avec leur chef, au sentiment de leur devoir envers la collectivité.

Force nous est de plus, sans vouloir examiner ici la question controversée du droit de grève des agents des pouvoirs publics, de déclarer que le Ministre des Colonies ne peut tolérer que nos agents en Afrique cessent de commun accord le travail pour contraindre le Gouvernement à l'acceptation de revendications si légitimes qu'elles soient.

Les fonctionnaires de la Colonie ont assumé des obligations particulières, déterminées par un contrat à court terme. Ils savent qu'en souscrivant un engagement pour l'Afrique, ils ne pourront se soustraire au devoir d'assurer la vie de la Colonie; or, la cessation de leur travail pourrait compromettre jusqu'à son existence même : elle créerait un désordre sans nom et risquerait même de condamner des populations entières à la famine.

Nous croyons pouvoir compter à la fois sur leur bon sens et sur les sentiments patriotiques des fonctionnaires de la Colonie pour qu'ils renoncent définitivement à se servir d'une arme qu'on ne doit plus trouver entre leurs mains.

Si notre espoir était déçu, si la Colonie devait connaître une nouvelle grève des agents des pouvoirs publics, la Chambre comme le Conseil des Ministres unanime, comme le Conseil Colonial unanime lui aussi, condamnerait à coup sûr pareils excès et se verrait contrainte d'engager le Gouvernement à prendre les sanctions indispensables.

Organisations Municipales.

Déjà se sont constitués dans la Colonie des centres urbains d'une réelle importance, autour desquels se sont rassemblés des milliers d'indigènes : Elisabethville, Kinshasa, Coquilhatville en sont des exemples frappants.

L'heure n'est-elle pas venue de donner à ces centres urbains ou à certains d'entre eux, un commencement d'organisation autonome, de caractère communal?

Les problèmes de travaux publics et d'hygiène notamment seraient sans doute mieux et plus rapidement résolus par des hommes connaissant la localité, vivant sur place et, sans doute aussi, les habitants acquitteraient volontiers des taxes locales pour l'exécution de travaux « municipaux » dont ils bénéficieraient directement.

Le Gouvernement de la Colonie est dès à présent en mesure de s'engager dans cette voie; si pour les taxes ou emprunts, une intervention législative était nécessaire, un amendement aux dispositions générales du budget suffirait et nous pensons que la Chambre l'accueillerait avec faveur.

* *

Plusieurs membres de la Commission ont félicité l'honorable Ministre des

Colonies de ce qu'il ait offert les hautes fonctions de Gouverneur Général à M. Lippens, qui apportera à la Colonie le concours de son autorité et de son expérience.

Des collègues se sont informés des conditions dans lesquelles la Colonie s'était assuré ce concours.

Il leur a été répondu que la mission confiée au nouveau Gouverneur Général doit avoir une durée de cinq années, qu'elle ne lui ouvre pas de droit à la pension et que d'autre part, elle comporte, en dehors du traitement fixe, une « indemnité de mission » mensuelle de 12,500 francs, prélevée sur le « Fonds spécial ».

La Commission a estimé que, à l'exemple des grands pays colonisateurs, la Belgique doit s'attacher et reconnaître, en consentant les sacrifices nécessaires, les services des citoyens qui sont le mieux à même de consolider et de développer notre entreprise africaine.

Le Rapporteur,

PAUL TSCHOFFEN.

Le Président,

EMILE TIBBAUT.

ANNEXE

Nous publierons ci-dessous les questions posées par le Rapporteur au nom de la Commission spéciale et les réponses qu'a bien voulu y faire le Ministre des Colonies.

1^{re} Question.

L'exposé général du budget et l'exposé du projet de loi autorisant l'emprunt contiennent l'énumération des travaux publics faisant partie d'un programme d'ensemble.

Le coût de ces travaux est évalué à 658 millions sur lesquels un crédit de 60 millions est proposé.

Je voudrais savoir d'une façon précise quels sont les travaux *actuellement en cours d'exécution* et ceux qui seront amorcés en 1921 (chemins de fer, aménagement de voies navigables et flotilles, création de routes).

Réponse.

Quels sont les travaux actuellement en cours d'exécution ?

Jusqu'à ce jour il n'a été effectué nécessairement que les études et les reconnaissances préliminaires des grands travaux projetés et pour l'exécution desquels les crédits sont demandés.

Il en est ainsi pour :

- 1° La reconstruction partielle du chemin de fer de Matadi-Léopoldville ;
- 2° L'achèvement du chemin de fer du Katanga (de Bukama à Kiabo) ;
- 3° La construction du premier tronçon du chemin de fer de Benguella au Katanga (Tehilongo-Ruwe) ;
- 4° Construction du chemin de fer Bukama à Djoko-Punda (première section du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga) ;
- 5° Construction du chemin de fer de l'Uele.

La mise à exécution de ces grands travaux ne dépend plus que des moyens financiers à obtenir. Ils ne pourraient être retardés sans que le développement de la Colonie et ses besoins économiques en soient grandement affectés.

Pour le *Chemin de fer de Mayumbe*, l'amélioration de la voie et son équipement s'imposent.

Le port de Boma, point de départ du chemin de fer du Mayumbe, doit recevoir des installations modernes, son pier très ancien doit être réfectionné.

Quant aux *Chemins de fer des Grands Lacs* les derniers rapports reçus annoncent que la situation rendue difficile par la pénurie de personnel et l'intensité du trafic, au cours de la guerre, s'est sensiblement améliorés.

Le trafic interrégional s'accroît; les communications entre le Kantanga et de la province orientale et avec les régions du Tanganyka et les nouvelles provinces réclament l'augmentation du matériel, le développement des installations, l'amélioration et l'augmentation de la flotille.

Des négociations sont en cours avec la compagnie concessionnaire pour que ce programme puisse s'exécuter sans retard.

Balisage, dragage, amélioration de ports, etc.

Le *Balisage* du Haut-Congo et du Kasai doit être amélioré. Le *dragage* du bief du Bas-Congo est d'une nécessité incontestable. Une nouvelle passe a été découverte et donne de grandes espérances. Cependant une nouvelle drague a été achetée et les travaux de dragage doivent être activement poursuivis.

L'amélioration, la construction et l'outillage des *ports fluviaux* ne sont pas continués dans la mesure où il eut été désirable qu'ils le soient, faute de moyens financiers. Matadi, Kinshasa doivent être épuisés pour être à la hauteur du trafic.

Les travaux ont été commencés à Matadi en 1913 et doivent se poursuivre.

A Kinshasa où le commerce réclame des installations appropriées aux besoins, les travaux sont projetés et les moyens techniques d'exécution sont prêts. Tous ces travaux font partie du programme envisagé.

Souscription au nouveau capital de la Société Nationale des travaux fluviaux.

Cette augmentation a pour but principal l'acquisition de nouvelles unités de transport que réclame le commerce.

La capacité de la flotille a été augmentée depuis la fin de la guerre par la mise en service ou la commande de nouvelles unités, mais il faut poursuivre cette politique d'extension.

La construction d'allèges en bois sur place est envisagée; une mission spéciale partira dans le cours de cet été.

Programme routier.

Faute de ressources suffisantes, il n'a pu être entrepris jusqu'ici que quelques routes dans l'Uele; leur exécution se poursuit. Celle qui relie Niangara à Redjaf, par Faradje, a pu dès 1918 être ouverte aux automobiles. Il n'en reste pas

moins qu'en matière de routes presque tout est à faire dans la Colonie. Il y faut développer les moyens de communication. C'est la raison pour laquelle il a été prévu au programme des travaux d'utilité publique les moyens d'entamer ceux reconnus nécessaires dans tout le territoire de la Colonie.

Travaux publics dans les Centres Urbains, etc.

Jusqu'ici on s'est borné aux dépenses ordinaires les plus strictes. De ce fait d'importantes localités telles Boma- Matadi- Leopoldville- Kinshasa- Stanleyville- Coquilhatville, sont privées d'installations en rapport avec l'hygiène, le trafic et le confort que l'on doit aux populations blanches et noires. C'est pourquoi, il est prévu dans le programme général un poste qui permettra de pourvoir aux nécessités les plus urgentes et que le Gouverneur Général jugera sur placé au cours de sa mission actuelle.

De nombreux projets de distributions d'eau, d'éclairage, de travaux de voirie, ont du être ajournés en raison des circonstances de guerre. Cette situation ne peut évidemment perdurer et elle a retenu toute l'attention du Gouvernement.

Quels sont ceux qui seront amorcés en 1921?

- a) Reconstruction partielle du chemin de fer Matadi-Leopoldville;
- b) Construction du 1^{er} tronçon du chemin de fer du Benguala au Katanga (Tshilongo-Ruwe);
- c) Parachèvement et outillage des chemins de fer des Grands-Lacs;
- d) Amélioration de la voie et équipement du chemin de fer du Mayumbe. Aménagement du port de Boma;
- e) 1^{re} section du chemin de fer de Bukama à Djoko-Punda;
- f) Chemin de fer de l'Uele;
- g) Dragage du Bas-Fleuve. Aménagement et équipement des ports de Matadi et Kinshasa;
- h) Augmentation de la flottille de la Société nationale des transports fluviaux au Congo, par augmentation de son capital : 5 millions;
- i) Routes dans la Province Orientale (Uele-Ituri-Katanga);
- j) Travaux de voirie : Kinshasa, Elisabethville. — Éclairage : Elisabethville. Distribution d'eau : Kinshasa, Elisabethville et autres localités telles que Stanleyville, Coquilhatville.

2^e Question.

La Commission voudrait obtenir des précisions au sujet des mesures prises au point de vue de l'hygiène et de la lutte contre la dépopulation.

Elle désirerait savoir d'une façon plus particulière ce qui a été fait contre la maladie du sommeil, notamment connaître la composition de la Commission qui a dû être constituée pour la lutte contre cette maladie, les moyens dont elle dispose et l'activité qu'elle a déployée jusqu'à ce jour.

Réponse.*Situation hygiénique de la Colonie.***I. — POPULATION BLANCHE.**

La situation sanitaire et hygiénique, en ce qui concerne la population blanche au Congo, peut être considérée comme favorable. Pendant l'année 1919 la mortalité générale s'est élevée à 1,4 %. Ce chiffre correspond à un taux de mortalité très peu élevé. Si l'on considère que nos plus anciennes statistiques donnent une mortalité de 15 % en 1880; 8,7 % en 1890; 5,76 % en 1900 et 3,75 % en 1919 on peut voir le chemin parcouru.

II. — POPULATION INDIGÈNE.

Pour les populations indigènes le problème est beaucoup plus complexe, surtout dans les régions où la trypanose sévit à l'état grave. Nous ne possédons pas de données suffisantes nous permettant d'établir une statistique sur la mortalité et la morbidité des indigènes des villages. Mais le peu de densité des populations indigènes dans la plupart des régions du centre de l'Afrique, soit dans notre Colonie, soit dans les Colonies voisines, montre qu'il y a là un phénomène général, comportant encore de très grands efforts.

Comme causes de cette situation nous n'indiquerons ici que la maladie du sommeil, la malaria, les dysenteries, la variole et la pneumonie. Pour mémoire nous citerons la grippe et la tuberculose. Nous ne parlons pas des ma'adies dont les ravages sont moins étendus, ni des facteurs d'autre ordre pouvant entraîner cette diminution.

Grippe -- La vague de grippe qui a déferlé sur la Colonie en 1918 et 1919 y a enlevé environ 5 % de la population indigène. En 1918 la mortalité des blancs par grippe a été de 2 %.

Tuberculose. — Jusqu'à présent il ne s'est manifesté que peu de foyers de tuberculose parmi les populations indigènes.

Comme celles-ci sont très sensibles à cette maladie, on a pris dans la Colonie des mesures très sévères pour en empêcher la pénétration.

Maladie du sommeil. — La maladie du sommeil a perdu dans ces derniers temps l'allure catastrophique qu'elle avait il y a quelques années; c'est un résultat des mesures de prophylaxie prises. Mais néanmoins nous ne pouvons pas sous estimer ses ravages et devons toujours craindre un retour offensif. Nous devons donc développer de plus en plus l'application des mesures prophylactiques et curatives. Les résultats obtenus par l'atoxylisation méthodique sont extrêmement encourageante. Nous procédons en ce moment, en dehors des moyens généraux, par l'organisation de missions spéciales, avec un personnel nombreux, qui attaquent le mal dans les centres les plus menacés.

Une mission dirigée par le Dr Schwetz, comprenant plusieurs médecins, assistants et infirmiers agit dans le Kwango.

Une autre mission semblable s'organise pour les régions contaminées de l'Ubangi et du nord de l'Uele. Le Ministre espère donner devant la Chambre les renseignements complémentaires d'après les rapports détaillés qui viennent de nous parvenir.

Malaria. — Le paludisme, qui pour notre colonie, s'étendant de part et d'autre de l'Équateur, est la cause principale d'insalubrité, n'épargne pas les indigènes; ils paient un tribut sérieux à la malaria. Plusieurs enfants y succombent et même les adultes au cours de la pneumonie par exemple.

Nous répandons l'emploi de la quinine, les noirs commencent à en apprécier les heureux effets.

Nous procédons à des recherches en vue de trouver une essence à quinquina qui pourrait se planter dans les diverses régions du Congo, et être utilisée, par exemple sous forme de décoction, directement par les indigènes.

Dysenteries. — La dysenterie amoebienne, la dysenterie bacillaire (plus rare) et les verminoses peuvent être rangées parmi les maladies dont les ravages sont moins graves, quoique non négligeables.

Pneumonie. — La pneumonie est une affection très sérieuse pour les indigènes. Outre l'emploi des moyens hygiéniques et médicamenteux connus, on étudie actuellement l'action de sérums polyvalents pour combattre cette affection. L'amélioration des conditions économiques, l'usage des vêtements seraient d'un puissant secours.

Pour mémoire citons encore la *variole* dont les poussées sont rapidement vaincues la *méningite cérébrospinale*, d'importation récente; celle-ci s'est localisée dans certains centres de l'Est.

Personnel attaché au service d'hygiène et de santé publique.

Ce personnel comprend les médecins, au nombre de 71, 2 pharmaciens, 12 infirmières blanches laïques, 36 infirmières religieuses 11 chefs de stations d'observations, 18 agents sanitaires blancs et les infirmiers de couleur.

Le nombre des médecins qui était descendu à 31 pour la Colonie, a été renforcé de beaucoup. Fin 1921, le nombre de médecins en service atteindra le cadre prévu, soit 71. Pour pouvoir appliquer la prophylaxie de la maladie du sommeil, il faudra certes augmenter ce nombre. Mais l'amélioration est notable et le recrutement est difficile. Malgré un relèvement considérable des traitements, il a été impossible de trouver, en Belgique même, le nombre de praticiens.

Les infirmières religieuses assurent, dans les grands centres, le service des hôpitaux pour noirs et blancs.

Des infirmières laïques au nombre de 12 ont été envoyées au Congo dans le courant de l'année 1919. Elles résident dans quelques grands centres et assistent

les malades soit au dehors de l'hôpital, soit dans les hôpitaux n'ayant pas d'assistance religieuse; elles s'occupent des travaux de laboratoires à Elisabethville et à Léopoldville; elles portent leur attention particulière sur la mortalité infantile.

Sous peu partiront pour la province du Bas-Congo deux accoucheuses agrégées.

Le service médical comporte aussi un certain nombre de chefs de station d'observation et d'agents sanitaires; ils sont surtout utilisés dans la lutte contre la maladie du sommeil. Ici encore, les difficultés de recrutement nous empêchent d'étendre nos services.

Écoles d'assistants médicaux indigènes.

En dehors de la formation du personnel infirmier de couleur, jusqu'à présent préparé à l'unique École d'infirmiers de Boma ou par chaque médecin, le Gouvernement a, cette année, pris une nouvelle initiative. Il a créé six écoles spéciales appelées « Écoles d'assistants médicaux indigènes ». La préparation essentiellement pratique durera trois années. Le recrutement de ces futurs assistants médicaux a fait l'objet d'une attention toute particulière. Sont admis à ces écoles d'abord les indigènes ayant subi une préparation aux missions de toute confession et de plus, à titre volontaire, les fils de chefs et de médecins indigènes (nganga ou sorciers). Comme langue véhiculaire d'enseignement on emploiera le dialecte indigène local.

Les élèves, après avoir acquis leur diplôme, seront en partie engagés au service du Gouvernement. Les autres pourront s'établir à titre tout à fait libre dans leur contrée d'origine, soit auprès des postes européens, soit auprès des missions, soit dans les centres indigènes. Les chefs seront invités à les soutenir, à élever un lazaret s'il y a lieu.

Les assistants médicaux noirs auront le droit de soigner les affections courantes des indigènes des villages (médecine et petite chirurgie élémentaires). Le Gouvernement leur fournira à crédit certains médicaments qu'ils pourront délivrer contre rémunération aux indigènes. Une surveillance médicale s'assurera qu'il n'y a pas d'abus.

Ces assistants médicaux noirs établis dans les villages exerceront une influence heureuse. Ils mettront fin aux pratiques des sorciers ignares et malfaisants, et contribueront au relèvement moral et intellectuel de nos populations.

Les chefs indigènes consultés en grand nombre par le Ministre des Colonies, au cours de son voyage, ont marqué de sincères sympathies pour ces projets, qui ont le cordial appui du service médical colonial et des missions.

La lutte en faveur de l'hygiène parmi les populations indigènes n'atteindra son plein rendement qu'avec le concours des noirs eux-mêmes.

Telle est la pensée dominante qui inspire cette nouvelle et vaste création : c'est dire qu'elle constituera un nouveau moyen d'action, mais sans diminuer en rien la part directrice et prépondérante qui continue à appartenir aux médecins blancs dans la Colonie.

Hygiène des travailleurs noirs.

Une enquête médicale sur la mortalité et la morbidité des noirs employés aux exploitations du Katanga a été faite par un médecin de la Colonie, en 1918 et 1919 ; elle a permis de constater une mortalité très élevée ; en éliminant la période où la grippe espagnole a exercé ses ravages, on arrive à une mortalité oscillant, suivant les endroits de 31 à 85 pour mille, soit 50 pour mille en moyenne. Justement alarmé, le Gouvernement a créé un service d'inspection au Katanga. L'ordonnance-loi du Vice-Gouverneur Général du Katanga n° 18 du 19 juin 1920 a coordonné et complété les mesures prises pour la sauvegarde de la santé des travailleurs noirs dans l'intérêt de la race indigène et aussi pour l'avenir de l'industrie et du commerce.

Médecins agréés et auxiliaires du service médical.

Des médecins de Société ou des médecins privés peuvent être agréés au service de la Colonie pour assurer le service médical là où ne réside pas de médecin de l'État. Ils concourent aussi à l'exécution des mesures d'hygiène.

Les missions de toutes confessions fournissent une aide précieuse pour combattre les maladies et pour introduire chez l'indigène des notions d'hygiène. Les résultats obtenus ont été particulièrement brillants là où leur activité était dirigée par une personne ayant une compétence médicale réelle. Le nombre des missionnaires qui suivent les cours de l'École de médecine tropicale de l'État, à Bruxelles, est très important. En 1920, il y a eu 49 missionnaires qui ont obtenu le certificat à l'examen de sortie de l'École. Une circulaire récente du Gouverneur Général a donné des instructions précises servant de guide à ces auxiliaires dévoués et bénévoles.

Organismes scientifiques.

Il a été créé en 1906, à Bruxelles, une École de médecine tropicale destinée à donner la préparation médicale aux médecins se destinant à la Colonie.

À la section inférieure, rattachée à cet établissement, se donne un cours élémentaire pour missionnaires, agents sanitaires et infirmières se rendant au Congo.

Il existe trois laboratoires de recherches médicales, l'un à Léopoldville, l'autre à Elisabethville, le dernier vient d'être constitué à Gitega, en territoires occupés du Ruanda-Urundi. Au laboratoire de Léopoldville se donnent les cours pratiques complémentaires aux médecins et aux personnes ayant suivi avec fruit les cours de la section inférieure de l'École de médecine tropicale de Bruxelles.

Depuis 1919, une mission de prophylaxie contre la maladie du sommeil, composée de trois médecins, de plusieurs agents sanitaires et d'infirmiers de couleur, parcourt les régions du Kivu.

En 1920, une mission de recherches sur la maladie du sommeil fut envoyée au Congo par l'Institut Rockefeller de New-York. La mission dirigée par la

doctoresse M^{me} Pearce a reçu le meilleur accueil à la Colonie et a pu se livrer à des travaux au laboratoire et aux hôpitaux de Léopoldville. Le rapport sur l'activité et les résultats acquis n'a pas encore paru à ce jour.

Enfin, une mission spéciale a été envoyée au Congo, en vue de rechercher si et où il conviendrait d'établir un centre d'études de biologie tropicale; cette mission poursuit encore ses travaux.

Station sanitaire maritime de Banana.

Il existe à Banana, dans le but d'empêcher l'introduction dans la Colonie par voie maritime des maladies épidémiques et pestilentiellles, un service de contrôle des navires de mer. On y fait la dératisation et la désinsectisation des bâtiments suspects, au moyen d'un matériel approprié.

Une réglementation sanitaire maritime, s'inspirant des conclusions de la conférence sanitaire internationale de Paris de 1912 a été mise en vigueur dans la Colonie.

Établissements hospitaliers.

L'Administration a établi dans notre Colonie :

- 4 hôpitaux modernes pour Européen;
- 1 lazaret maritime à Banana, avec installations pour blancs et pour noirs;
- 3 dispensaires pour Européens;
- 25 hôpitaux pour noirs;
- 10 lazarets pour sommeilleux;
- 18 dispensaires pour noirs.

Les missions des différentes confessions ont plusieurs hôpitaux, lazarets et dispensaires.

Sans pouvoir les citer tous, on peut mentionner Kangu, Kisantu, Moenge, N'tondo, Luluabourg, Luebo, Mutoto, Bauduinvillle, Kasongo, etc. Les missions protestantes comptent seize médecins. Les missionnaires catholiques prennent en grand nombre le diplôme de l'École médecine tropicale.

Plusieurs organismes privés entretiennent, à leurs frais, des hôpitaux pour le personnel travailleur employé dans leurs entreprises. Des médecins européens y sont affectés.

Le Chemin de fer du Congo possède, près de Matadi, un très bel hôpital pour blancs, avec assistance religieuse et des dispensaires. Deux médecins sont attachés à cette compagnie.

Les Huileries du Congo belge ont édifié plusieurs lazarets et dispensaires. Leur personnel médical est nombreux; il y a actuellement 7 ou 8 médecins présents en Afrique.

L'Union minière du Katanga, possède depuis longtemps un cadre médical nombreux, avec agents sanitaires et infirmiers de couleur. Elle a ouvert plusieurs dispensaires pour blancs et noirs.

Les Mines de Kilo ont deux médecins, en plus un hôpital pourvu d'assistance infirmière et des dispensaires.

Le service médical des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains est assuré par les médecins de la Colonie. Cette Compagnie a bâti deux hôpitaux modernes pour Européens et plusieurs dispensaires pour les noirs.

Dans les centres les plus peuplés l'« Œuvre de l'Enfance Noire » fait aussi appel au concours dévoué des femmes des résidents blancs, pour inculquer des principes d'hygiène aux mères noires.

Tout cet ensemble d'institutions doit être développé et étendu, mais il ne semble pas que l'effort d'ordre hygiénique accompli au Congo soit inférieur à ce qui a été fait par aucun de nos voisins en Afrique.

Seconde réponse contenant certains renseignements complémentaires.

Maladie du sommeil.

Pendant le dernier exercice la lutte contre la maladie du sommeil a été continuée et surtout développée.

Le nombre des médecins (qui était tombé à un chiffre si bas que le soignage dans les grands centres n'était pas même assuré), a été porté, cette année à 71. Cette augmentation sera d'ailleurs progressive et se continuera les années suivantes, pour arriver au nombre d'une centaine de médecins au moins; ce chiffre n'est pas exagéré étant donné l'étendue du territoire. Grâce à l'extension actuelle du personnel l'atoxylisation prophylactique méthodique a pu être appliquée sur une échelle de plus en plus étendue.

Une mission de prophylaxie, comprenant trois médecins et des aides, opère en ce moment dans le Kwilu, indépendamment du service médical particulier auquel est obligé une société particulière établie dans la région.

Les districts de l'Uele ont aussi des missions itinérantes spéciales.

Le service a été intensifié dans le Mayumbe qui est parcouru par des médecins de Boma : Ceux-ci y font une tournée de prophylaxie à époques régulières. C'est d'ailleurs là pour ainsi dire une opération routinière de tous les territoires infectés de trypanose.

Dans ce derniers temps, à Kindu, il a été édifié, par la mission de Scheut, un lazaret pour trypanosés et autres maladies.

Le lazaret dans les pays gravement atteints de maladie du sommeil n'est pas tant une œuvre de prophylaxie qu'une œuvre de bienfaisance. Son rôle prophylactique est surtout réel quand il s'agit de contrôler et de faire disparaître les derniers foyers de l'infection. Les trypanosés peuvent d'ailleurs être admis et soignés dans tout hôpital.

Une mission envoyée par l'Institut Rockefeller a fait des recherches sur la thérapeutique de la trypanose dans notre laboratoire à Léopoldville. Nous attendons son rapport.

Un nouveau procédé de traitement a été signalé récemment en Angleterre; le Département est en rapport avec son auteur et favorisera éventuellement le contrôle sur place et une application expérimentale.

Dans la lutte contre la terrible maladie il y lieu de mentionner les travaux incessants faits dans cette voie par les savants attachés au laboratoire de Léopoldville et le concours dévoué des missions religieuses.

Population.

La question de la population est l'objet de controverse probablement insoluble en ce moment.

Les moyens d'ordre hygiénique et médical mis en œuvre pour enrayer la maladie du sommeil, la malaria, la variole, la pneumonie sont essentiels pour la solution pratique du problème; ce sont celles qui ont surtout fait l'objet de mesures et de dispositions législatives. Préventivement, pour protéger les populations indigènes on a pris des dispositions sévères contre la tuberculose humaine. Au Katanga, une ordonnance-loi règle l'hygiène des travailleurs noirs.

La question des mesures à employer contre les maladies vénériennes, etc., est à l'étude. Elle se présente dans des conditions très ardues et n'a pas au Congo le même aspect que les pays de haute civilisation ou dans les colonies d'occupation complète, avec races civilisées.

Education hygienique des noirs.

Pour améliorer l'hygiène des indigènes le Gouvernement a créé dans la Colonie et dans les territoires occupés six écoles pour la formation d'assistants médicaux indigènes. Les diplômés de ces écoles en s'établissant dans leur pays d'origine y feront pénétrer et accepter les principes essentiels d'hygiène et mettront automatiquement fin aux pratiques déplorables de la sorcellerie. C'est une œuvre de longue haleine, mais elle est capitale.

Le Gouvernement a développé la préparation des aides du service médical en invitant les missionnaires à suivre les cours de l'Ecole de médecine tropicale de Bruxelles et en leur accordant à cette occasion les plus grandes facilités (gratuité des cours, indemnités pendant les études, instruments de recherches, médicaments).

Ci-joint la liste des principales dispositions réglementaires prises pendant les trois derniers semestres.

Dispositions légales diverses, concernant l'hygiène, prises pendant les 3 derniers semestres :

1. — Concernant la Vaccination antityphique. (Ordonnance-loi du Gouverneur Général du 1^{er} mai 1920.)
2. — Concernant la Police sanitaire. (Ordonnance du Gouverneur Général du 1^{er} mai 1920, N° 37/7.)

3. — Concernant l'Encéphalite létargique, maladie contagieuse. (Ordonnance Gouverneur Général du 29 mai 1920.)
4. — Concernant l'Hygiène des travailleurs noirs au Katanga. (Ordonnance-loi du Vice-Gouverneur Général du Katanga du 19 juin 1920)
5. — Concernant le Règlement sur maladie du sommeil. (Ordonnance du Gouverneur Général du 8 juillet 1920.)
6. — Concernant l'Hygiène publique Malaria. (Ordonnance Vice-Gouverneur Général du Katanga du 25 octobre 1920, N° 28.)
7. — Concernant la Tuberculose pulmonaire. Décret royal du 20 janvier 1921.)
8. — Concernant l'Interdiction de la récolte des produits et la coupe des matériaux dans le bassin des rivières Lobaye et Etoli. (Vice-Gouverneur Général de la Province Orientale du 8 février 1921.)
9. — Concernant l'Assistance médicale indigène. Service auxiliaire. (Circulaire instructions aux missionnaires de janvier 1921.)

3° Question.

La Commission a été émue de l'élévation des tarifs de transports.

Elle estime qu'ils grèvent le coût des marchandises d'une façon si lourde que le trafic en est menacé.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si vous envisagez comme prochaine une réduction des barèmes et si la réglementation nouvelle comportera des tarifs proportionnels.

Réponse.

a) Le Gouvernement est soucieux de voir diminuer les tarifs de transports. Il a amené la *Compagnie belge maritime* à réduire considérablement ses frêts pour l'exportation du Congo et la *Société nationale des transports fluviaux* à la descente. Il négocie avec la *Compagnie du Chemin de fer du Congo*; celle-ci a, dès décembre 1920, à l'intervention du Gouvernement, ramené à 25 centimes par tonne kilométrique son tarif pour les principaux produits à la sortie.

A l'intervention du Département, la *Compagnie du Chemin de fer du Katanga* a accordé également un tarif réduit pour un an au minerai destiné au concentrateur de Panda.

b) La réglementation comporte déjà des tarifs réduits pour les produits à destination du Katanga passant par Boma.

La *Compagnie nationale des transports fluviaux* a établi également un tarif par zone.

Des tarifs proportionnels à la distance vont être mis en vigueur sur les biefs exploités par la *Société nationale des transports fluviaux*.

4^e Question.

La Commission s'est vivement préoccupée de la question des pensions.

Je voudrais pouvoir la renseigner exactement sur ce qui a été fait.

Pourriez-vous m'indiquer quel est le régime adopté, comment se calculent les pensions et si elles sont constituées par des retenues sur les appointements.

Les éclaircissements que vous auriez l'obligeance de me fournir me seraient particulièrement utiles s'ils contenaient une comparaison entre l'état de chose d'avant-guerre et la situation présente.

Je désirerais notamment savoir quel est le sort fait aux agents qui ont servi l'« Etat Indépendant ».

Peuvent-ils être assurés de continuer à toucher leur pension ; le taux en a-t-il été mis en harmonie avec ce qui est fait pour les agents de la Colonie ;

Réponse.

Quel est le régime de pension qui a été adopté dans la Colonie ? Comment se calculent les pensions ?

Le régime de pensions instauré par le décret du 2 mars 1921 accorde aux fonctionnaires et agents servant dans la Colonie, après 18 ans de services effectifs, la même pension que celle qui est accordée à l'officier de l'armée métropolitaine, après 40 ans de service, pour ancienneté. Les officiers de l'armée coloniale sont assimilés aux officiers de même grade de l'armée belge. Les fonctionnaires et agents civils sont assimilés aux officiers de l'armée coloniale, d'après le traitement initial de grade.

La base de la pension est donc la carrière de 18 ans de services d'Afrique. C'est le terme le plus court prévu par les règlements de n'importe laquelle des Colonies voisines, dont la situation climatique est comparable à celle du Congo. En outre, nos agents d'Afrique peuvent demander la pension de retraite après 12 ans ou après 15 ans de service. Dans ce cas, la pension est égale à 12/20^e ou 15/20^e de la pension pour 18 ans. Cette faveur n'existe dans aucune des Colonies voisines. Nous avons cru pouvoir l'accorder, parce qu'elle nous paraît de nature à favoriser les vocations coloniales et l'établissement d'anciens agents dans la Colonie.

A ces règles il est encore apporté une exception : dans les régions dont l'état de salubrité justifie cette dérogation, les services sont supputés dans la proportion de 6 ans pour 5 années de services effectifs. Ces régions sont déterminées par arrêté royal.

II. — Les pensions sont-elles constituées par des retenues sur les appointements ?

Non, les pensions sont à charge du Trésor Colonial.

En annexe à la présente note, on trouvera un exemplaire des dispositions ayant fait l'objet du décret du 2 mars 1921 et un exemplaire des décrets des

2 mai 1910 et 31 juillet 1912, organiques du régime antérieur de pensions de retraite, après 10 ans de service effectif. Les tableaux annexés à ces dispositions permettent de comparer aisément les deux régimes. La progression est considérable, comme le montrent les exemples ci-après :

Traitements (au moment de la retraite) après :				Pensions du régime antérieur, après :				Pensions du régime nouveau (avec accroissements normaux).		
10 ans.	12 ans.	15 ans.	18 ans.	10 ans.	12 ans.	15 ans.	18 ans.	12 ans (10 ans régions moins salubres).	15 ans (12 ans régions moins salubres).	18 ans (15 ans régions moins salubres).
10,000	12,000	16,000	19,000	900	1,120	1,650	2,100	3,000 »	3,712 50	4,950 »
15,000	16,000	19,000	22,000	1,160	1,400	1,850	2,100	3,000 »	3,712 50	6,840 »
20,000	22,000	26,000	30,000	1,500	1,860	2,650	2,540	4,268 16	3,865 60	8,569 60
24,000	27,000	32,000	40,000	1,800	2,260	2,950	3,340	4,692 48	7,590 »	10,727 20
30,000	35,000	40,000	50,000	2,300	2,760	3,600	3,880	6,314 88	8,497 20	12,000 »

III. — *Quel est le sort réservé aux agents qui ont servi à l'État Indépendant ?
Peuvent-ils être assurés de continuer à toucher leur pension ?*

Les pensions civiles sont viagères. Les fonds nécessaires au Service des pensions sont fournis actuellement par le Fonds spécial.

Il ne s'agit plus dans ce cas de pensions véritables : leur taux déjà le démontre et aussi le fait que les agents sont entrés au service de l'État Indépendant, sachant qu'il n'y avait pas de pension. Les allocations consenties ont été considérées comme une marque de reconnaissance ; aussi ont-elles été accordées sans tenir compte d'aucune des conditions de durée de service ou d'âge ou d'invalidité, qui sont inséparables de la notion de la pension.

Il n'y a donc pas d'assimilation à établir entre les pensions civiles et les pensions accordées actuellement sur des bases tout à fait différentes.

Mais la possibilité de les augmenter dans une mesure à déterminer, est à l'examen.

5^e question.

La Commission voudrait être éclairée sur la distinction à faire entre les décrets et les ordonnances-loi. Elle désirerait savoir quand le Conseil Colonial ou le Conseil du gouvernement doit être consulté ?

Réponse.

Le pouvoir législatif est souverain dans la Colonie comme en Belgique, mais le décret, œuvre du Roi, est, dans le gouvernement de la colonie, l'acte législatif *normal* (loi coloniale article 7).

L'ordonnance-loi, œuvre du Gouverneur Général ou d'un vice-Gouverneur Général, chef d'un vice-gouvernement auquel l'Arrêté Royal du 28 juillet 1914 a attribué la dénomination de province, est l'acte législatif *exceptionnel* (loi coloniale, article 22).

Le Roi, assisté du Ministre des Colonies, qui lui propose les décrets et les contresigne et éclairé par les délibérations et l'avis du Conseil colonial, est le législateur ordinaire de la Colonie. Il dispose du pouvoir législatif pour tous les objets qui n'ont pas été réglés directement par la loi issue de la volonté concordante du Gouvernement et des deux Chambres du Parlement.

Au contraire, l'autorité locale ne jouit du pouvoir législatif que dans des circonstances extraordinaires, étroitement circonscrites : l'ordonnance-loi ne peut intervenir que s'il y a *urgence*, c'est-à-dire, lorsque les intérêts de la Colonie réclament des décisions promptes, sans que le pouvoir local ait le temps d'en référer à Bruxelles, d'y faire connaître la situation dans tous ses détails et de provoquer de la part du pouvoir suprême les mesures nécessaires.

Le cas d'urgence se présentant, le gouverneur général ou le vice-gouverneur général du ressort a un double droit :

A. — Le droit de suspendre temporairement l'exécution d'une ou plusieurs décrets;

B. — Le droit de rendre des ordonnances ayant force de loi.

Les ordonnances-lois promulguées pour l'un ou l'autre de ces objets n'ont par elles-mêmes qu'une force provisoire : elles cessent d'être obligatoires après un délai de six mois si elles ne sont, avant l'expiration de ce terme, approuvées par décret.

En cas d'approbation, le décret qui se les incorpore leur donne la valeur des décrets dus à l'initiative du gouvernement central.

* * *

La consultation du Conseil du Gouvernement, qui assiste le Gouverneur Général, n'est prescrite par aucun acte législatif. Mais l'Arrêté royal du 28 juillet 1914, organique de l'administration locale, dispose que ce collège donne son avis :

1° Sur les avant-projets de décret ou les projets d'ordonnance soumis à son examen par le Gouverneur Général ;

2° Sur les propositions budgétaires que le Gouverneur Général transmet annuellement au Gouvernement central ;

3° Sur les projets et l'exécution des travaux publics importants ;

4° Sur toutes les questions dont le Gouverneur Général le saisit ;

5° Sur les délibérations des comités régionaux (art. 4, 18 et 35).

* *

La consultation du Conseil colonial est directement réglementée par l'article 25 de la Charte coloniale, qui prévoit une intervention *obligatoire* et une intervention *facultative*.

En principe, le Conseil colonial doit être consulté sur tous les projets de décret avant que ceux-ci soient transformés en actes législatifs ayant force exécutoire,

Par exception, lorsqu'il y a urgence, le décret peut n'être soumis au Conseil colonial qu'après avoir été promulgué. Mais dans ce cas, la demande d'avis doit intervenir dans les dix jours de la date du décret, et le Conseil doit recevoir connaissance des causes de l'urgence.

Il est à remarquer que les ordonnances-lois destinées à survivre au terme de six mois que l'article 22 de la Charte coloniale leur assigne, doivent nécessairement aussi être soumises à l'examen du Conseil colonial. Leur existence, en effet, ne peut être prolongée que par la signature d'un décret approbatif, et tout décret, ainsi qu'il vient d'être exposé, est sujet à la consultation.

Pour tout autre objet la consultation est facultative : le Conseil colonial délibère sur toutes les questions que le Gouvernement du Roi juge opportun de lui soumettre.

6^e Question.

La Commission voudrait aussi être éclairée sur le statut des régies (notamment de la régie de Kilo) et sur la façon dont sont actuellement accordées les concessions privées.

Réponse.

Statut des Régies. (notamment de la Régie de Kilo).

La politique d'industrialisation poursuivie par le Gouvernement l'a amené à séparer progressivement de l'administration proprement dite une série d'exploitations économiques.

Dans chaque cas, la forme légale a été adaptée aux besoins.

Les rizeries ont été aliénées purement et simplement.

Les usines à égrener le coton ont servi de base à la constitution de la Société cotonnière dans laquelle l'État a une participation.

Pour le service de navigation du haut fleuve et de ses affluents, il a été institué une Société commerciale, dont les statuts sont ci-joints. L'État possède encore toutes les actions, mais l'administration et la direction sont tout à fait commerciales.

Pour les mines de Kilo-Moto, il a été constitué une régie industrielle.

L'Arrêté royal (annexe 1) du 29 décembre 1919, fixe les statuts de cette Régie.

Les autres exploitations en Régie n'ont qu'une comptabilité spéciale.

* *

De quelle façon sont actuellement accordées les concessions privées ?

a) TERRES.

Jusque 500 hectares, les terres sont concédées par le Gouverneur Général ou les Vice-Gouverneurs Généraux des provinces aux conditions du règlement du 12 août 1918, dont un exemplaire est annexé (annexe 2).

Au delà de 500 hectares, les concessions de terres sont accordées par convention spéciale sous forme d'un décret, soumis à l'avis préalable du Conseil Colonial approuvé par la législature.

Dans les territoires gérés par le Comité Spécial du Katanga, les terres sont concédées d'après un règlement dont un exemplaire est annexé (annexe 3).

b) MINES.

Au Congo, les concessions de mines sont accordées par convention spéciale sous la forme d'un décret, soumis à l'avis préalable du Conseil Colonial et approuvé par la législature. (Une convention-type est jointe-annexe 4).

Dans les territoires gérés par le Comité Spécial du Katanga, les mines sont concédées dans la même forme excepté quand il s'agit de petites concessions qui régies par décret du 16 avril 1919 (annexe 5).

7° Question.

c) Quelle est la situation actuelle des services aériens dans la Colonie ?

L'aviation est-elle régulièrement organisée ? Dans quel but et dans quelle mesure ?

Réponse.

La ligne aérienne Roi Albert reliant Kinshasa à Stanleyville soit 1,750 kilomètres) a été organisée, et deux sections soit les deux tiers du trajet total, fonctionnent régulièrement.

La première section, de Kinshasa à Coquilhatville à Lisala le 1^{er} mars 1921 et la troisième section, de Lisala à Stanleyville devait l'être le 1^{er} mai. Nous attendons incessamment l'avis de la mise en exploitation de cette dernière section qui doit vraisemblablement avoir été retardée par l'accident qui coûta la vie au directeur de l'entreprise en Afrique et à deux de ses adjoints.

L'aviation est donc organisée effectivement à raison de deux raids par mois sur chacun des deux tronçons importants bien que la période des essais ne soit pas clôturée.

Le but de l'aviation au Congo est d'organiser un service rapide de communications et de transports, de résoudre par l'expérience les problèmes d'aviation pure présentés par le fonctionnement d'une ligne aérienne au Congo et déterminer le rendement industriel à espérer d'une entreprise de ce genre.

Dès l'organisation de la ligne il sera donné à l'entreprise un caractère industriel dans le sens qui sera dicté par l'expérience de l'exploitation complète de la ligne actuelle.

8^e Question.

Quelles sont les règles suivies quant à l'avancement dans l'armée coloniale?

Quels sont les avantages réservés aux officiers et sous-officiers de l'armée coloniale comparativement à ceux qui sont assurés dans l'armée métropolitaine?

Réponse.

L'avancement de la Force publique est régi par des règles différentes de celles qui sont en vigueur à l'armée métropolitaine. Une relation a cependant été introduite en cette matière par l'arrêté royal du 9 août 1919, relatif au recrutement et à l'avancement des officiers de la Force publique, dont l'article 9 ainsi conçu :

« L'avancement dans la Force publique se fait parallèlement à celui de l'arme » la plus favorisée de l'armée métropolitaine. »

*
* *

L'administration s'est appliquée, au cours des années de guerre, à donner dans les cadres de la Force publique, un avancement correspondant autant que possible à l'avancement très rapide, dû à la guerre, dans les rangs de l'armée métropolitaine.

Elle n'a cependant pu donner à chacun des officiers de la Force publique un avancement égal à celui qu'il obtenait en Europe. De nombreuses difficultés, dues notamment à la diversité des éléments composant le personnel européen de la Force publique, aux règles de recrutement et d'avancement suivies à cette époque et aux circonstances spéciales inhérentes à l'état de guerre, rendaient matériellement impossible de promouvoir, dans chaque cas, en Afrique, un officier au grade qu'il venait d'obtenir en Europe. C'est ainsi que certains officiers ont pendant la guerre servi momentanément dans la Force publique avec un grade inférieur à qu'ils occupaient en Europe.

Dans la suite la situation des militaires européens de la Force publique a été révisée d'après les règles instaurées par l'arrêté royal du 9 août 1919.

*
* *

Actuellement, les officiers de la Force publique, à de rares exceptions près, ont dans la Colonie, le même grade que celui qu'ils occupent à l'armée métropolitaine ou un grade supérieur à ce dernier.

S'il existe des exceptions, elles sont dues au fait que le classement dans les cadres de la Force Publique tient compte à la fois de l'ancienneté dans l'armée métropolitaine; ainsi, certains officiers venus tard en Afrique, n'ont pas bénéficié d'un avancement aussi rapide que leurs collègues plus anciens.

Ces exceptions sont appelées à disparaître prochainement par le jeu normal de l'avancement.

Chaque fois qu'il se produit que, momentanément, un officier occupe dans la Force Publique un grade inférieur à celui qui lui est attribué dans l'armée métropolitaine, il reçoit dans la Force Publique ce grade, mais à titre honorifique seulement.

* * *

Le cadre des sous-officiers de la Force publique comprend des adjudants-chefs, des adjudants et des aspirants. Tous les sous-officiers entrés au service de la Colonie pendant la guerre et qui ont continué à servir dans la Force publique y occupent le grade d'adjudant ou celui d'adjudant-chef.

* * *

Au point de vue de l'avancement à l'armée métropolitaine, les officiers et sous-officiers qui servaient en Afrique ont obtenu les mêmes avantages que leurs camarades en service au front métropolitain. Ces avantages ont été accordés par l'arrêté loi du 15 octobre 1915 aux officiers et par une entente avec le Département de la Défense Nationale en ce qui concerne l'accession au grade d'officier pour les sous-officiers.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 JULI 1921.

Wetsontwerp houdende de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch Congo voor 1921 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **TSCHOFFEN**.

MIJNE HEEREN,

Bij de opening van het koloniaal Congres, op 18 December, l.l., verklaarde de Koning dat, « wanneer men den groei, den bloei en de ontoëreichheden » nagaat van die jonge gemeenschappen (de koloniën), de ondervinding bewijst » dat onder de praktische maatregelen om aan eene kolonie bevolking, welvaart » en rijkdom te verzekeren, men in de eerste plaats de hygiënische maatregelen » moet stellen, daarna de groote openbare werken waaronder de verkeers- » wegen ».

Het belangrijkste gedeelte van ons koloniaal politiek programma ligt in die enkele lijnen besloten.

Wanneer uw verslaggever zal onderzocht hebben wat in Congo werd gedaan in zake hygiëne en groote openbare werken, dan zal het hoofdzakelijk gedeelte van zijne taak vervuld zijn.

De gezondheidsvraagstukken.

De strijd tegen de epidemische ziekten en de ontvolking vestigde de aandacht van de Regeering en van de overheden der Kolonie.

⁽¹⁾ Wetsontwerp n° 34.

⁽²⁾ Samenstelling van de *Bijzondere Middenafdeeling* :

a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Koloniën** :

Samenstelling der *Commissie* : De heeren Tibbaut, voorzitter, Branquart, Brifaut, Bruggmann, Duysters, Fischer, Homans, Hubin, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Royers, Van Cauwelaert en Van Remoortel;

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd*: De heeren Masson, Tschoffen, Catteeuw, Cousot, Van Hoegaerden en Pussemier.

Om die twee plagen te keer te gaan, die niet alleen de welvaart van onze Kolonie maar zelfs haar bestaan bedreigen, werd er iets gedaan, echter niet genoeg.

Dit is de algemeene meening van uwe Commissie en van uwe Middenafdeeling.

De feiten, die helaas, onbetwistbaar zijn, laten niet toe te denken dat deze meening onjuist is.

Terwijl de epidemische ziekten, en vooral de slaapziekte, hun werk van verwoesting voortzetten, wijzen de toeneming van het sterftecijfer en de afneming van het geboortecijfer elk jaar op de daling van het inlandsch bevolkingscijfer.

Deze zaken moeten gezegd worden. Ze te verduiken, zonder onderzoek, de zoo aanmoedigende als officieele geruststellingen aannemen, komende van degenen wier plicht het is 's Lands vertrouwen in de toekomst der Kolonie te onderhouden — er bestaat geen gevaar dat dit vertrouwen aan het wankelen zou gaan — dit alles zou slechts den toestand kunnen verergeren.

Met het gevaar te ontkennen doet men het niet verdwijnen, maar zoo men het niet onder de oogen wil zien, dan loopt men gevaar den wil, om redding te brengen te verzwakken.

Het vraagstuk van de ontvolking in Congo blijft steeds met een pijnlijken ernst gesteld.

Bijaldien wij, door middel van prachtige, dadelijke en drastische maatregelen den gezondheidstoestand der Kolonie niet verbeteren, dan brengen wij het heerlijk werk, in Afrika ondernomen, grootelijks in gevaar.

De epidemische ziekten.

Als bijlage van dit verslag geven wij de inlichtingen die de heer Minister van Koloniën ons verstrekt heeft in antwoord op de hem door uwen verslaggever gestelde vragen.

Ziehier den bondigen inhoud van de nota der Regeering met betrekking tot den gezondheidstoestand. Verder zullen wij, dienaangaande, het noodige voorbehoud maken.

I. — BLANKE BEVOLKING.

De gezondheidstoestand is goed. De sterfte bedroeg 15 t. h. in 1880, 8.7 t. h. in 1890, 5.76 t. h. in 1900, 3.75 t. h. in 1909 en daalde tot 1,4 t. h. in 1919.

Men kan zich enkel verheugen over de troostende vaststellingen van deze statistiek.

De verbetering is bestendig en toenemend en men mag zeggen dat de blanke, die een minimum van voorzorgen nemen wil, zonder gevaar in de Kolonie kan leven.

II. — INLANDSCHE BEVOLKING.

De nota van het Ministerie onderzocht de verwoesting door zes epidemische ziekten aangericht.

De griep.

Men bevestigt dat de griep, die op de Kolonie in 1918 en in 1919 neerkwam, ongeveer 5 t. h. der inlandsche bevolking heeft gedood. De plaag was verschrikkelijk maar tijdelijk. Thans heeft zij uitgewoed.

De tuberculose.

Ofschoon de slecht gevrijwaarde inlandsche bevolking uiterst vatbaar is voor deze ziekte, bleven de gevolgen daarvan, dank zij de genomen voorzorgen, onbeduidend.

De slaapziekte.

Zonder hare verwoestingen te onderschatten, mag men zeggen dat de ziekte hare « rampspoedige vaart » van de jongste jaren heeft verloren.

De maatregelen tot voorbehoeding en genezing, namelijk de bijzondere zendingen, die de kwaal in de meest bedreigde streken aantasten, hebben aanmoedigende uitslagen gehad.

Malaria.

De bevolking betaalt steeds eene zware schatting aan de moeraskoorts.

Nochtans beginnen de negers den uitslag te waardeeren van de « quina-behandeling ».

Buikloop.

Niets bijzonders te melden.

Longontsteking.

Zeer gevaarlijke kwaal voor de negers.

Men onderzoekt verschillende middelen om de gevolgen er van te beperken.

Geneeskundige dienst, hospitaaldienst.

Het getal geneesheeren, dat op 31 gedaald was voor het gansche grondgebied van den Congo, zal, einde Juni 1921, 71 bedragen.

Hunne aanwerving is moeilijk.

Zij worden bijgestaan door een zeker getal geestelijke en wereldlijke verpleegsters, alsook door gezondheidsagenten.

Eene gelukkige nieuwigheid is, dat de Regeering 6 « scholen voor inlandsche gezondheids-assistenten » heeft opgericht waarin de leerlingen een elementair onderricht ontvangen dat hen in staat stelt de gewone kwalen der negers te verzorgen.

Een bijzondere dienst voor gezondheidstoezicht werd in Katanga opgericht.

De nota van de Regeering wijst op de hoogst doelmatige hulp die zij in haren strijd tegen de ziekten en de ontvolking ontvangt, vanwege de missionarissen, waarvan er 49, in 1920, het uitgangsdiploma behaalden van s' Rijks-school voor tropengeneeskunde te Brussel.

Zij wijst er nog op, dat verschillende bijzondere zendingen naar de Kolonie werden gezonden in 1919 en 1920 om de middelen tegen de slaapziekte na te vorschen en toe te passen.

Het Bestuur heeft in de Kolonie 58 gasthuizen, dispensaria en lazaretten opgericht.

Daarbij moeten gerekend worden die, welke werden opgericht door de Missiën en door sommige private Maatschappijen.

*
*
*

De bevindingen van de hierboven saamgevatte nota zouden moeten terugstralen op

de Ontvolking.

Het Departement van Koloniën verklaart: « geene genoegzame gegevens te » bezitten om een statistiek op te maken van de sterfte, maar de geringe dicht- » heid der inlandsche bevolking in de meeste streken van Midden-Afrika bewijst, » dat aldaar een algemeen verschijnsel wordt aangenomen, waarmede ernstige » pogingen zijn gemoeid. »

Wij zouden ons willen bepalen enkel de verklaringen te boeken die wij daar- even hebben samengevat en den heer Minister van Koloniën geluk te wenschen om de pogingen aangewend om den Congo terug gezond te maken.

Deze pogingen zijn aanzienlijk en verdienstelijk en, wanneer men de uitkomsten nagaat, dient men niet uit het oog te verliezen hoe overgroot de taak is die er moet vervuld worden. Dit neemt echter niet weg dat zij ontoereikend zijn, dat de plaag blijft dreigen, dat de blanken daarvoor gedeeltelijk aansprakelijk zijn en dat, zoolang zij niet bezworen is, iedere vooruitgang van onze koloniale onder- neming gestremd blijft.

*
*
*

De epidemische ziekten en inzonderheid de slaapziekte kunnen slechts door eene oordeelkundige en aanhoudende behandeling doelmatig worden bestreden.

De inboorlingen onderwerpen zich daaraan niet ongeduld of ten minste met nalatigheid. Om van hen te verkrijgen dat zij de onontbeerlijke voorzorgen nemen, moet men hen van zeer nabij gadeslaan.

Daartoe is een groot personeel noodig onder de degelijke leiding van een talrijk geneesheerenkorps.

Vooreerst moet worden aangemerkt, dat het Departement er zich om verheugt, als over een grooten vooruitgang, dat de geneesheeren in werkelijken dienst in de Kolonie, op einde Juni 1921 ten getale van 71 zullen zijn. Wij willen onder- stellen dat het wel degelijk 71 geneesheeren in werkelijken dienst betreft.

Dat is natuurlijk een vooruitgang, vermits het getal geneesheeren op 31 was gedaald voor de geheele Kolonie. Lager zou men niet mogen dalen. De minste

wijziging is dus eene verbetering waar uwe Commissie zich haast nota van te nemen.

Niettemin is het thans bereikte cijfer nog zeer onvoldoende.

Men denke even na over deze onmetelijke taak en de uitgebreidheid van het grondgebied dat tegen de ziekte dient beschut of er van gezuiverd te worden.

Congo is tachtigmaal grooter dan België; er zijn 71 praktizeerende geneesheeren.

De vergelijking van die twee cijfers spreekt boekdeelen.

De nota van de Regeering zegt terecht dat, ofschoon groote financieele offers werden getroost om aan de praktizeerende geneesheeren in Afrika een stoffelijken toestand te verzekeren in verhouding tot de diensten die zij bewijzen en de toewijding die men van hen vergt, de aanwerving moeilijk blijft.

Dit is zóó. Men moet hopen dat deze moeilijkheid slechts van voorbijgaanden aard is. In dit opzicht dienen andere hervormingen te worden onderzocht dan eene verhooging van jaarwedden.

Eene Commissie meent de aandacht der Regeering te moeten vestigen op het nut, den kolonialen geneesheer te onttrekken aan eene al te rechtstreeksche onderwerping aan de vaak tergende eischen van zekere ambtenaren.

Aan de geneesheeren moet met den hun verschuldigten rang een minimum zelfstandigheid een initiatief gelaten worden.

Zijn de geneesheeren te weinig talrijk, de pogingen van hunne beste helpers en vooral van de missionnarissen die hen met eene lofwaardige hardnekkigheid bijstaan in hunnen strijd tegen de ziekte, worden niet steeds naar behooren aangemoedigd.

De katholieke Missiën, de eenige waarvan wij eene volledige opgave bezitten, hebben verscheidene honderden gasthuizen, lazaretten en dispensaria opgericht, die zij in stand houden.

Onzes erachtens waren, in 1920, 79 missionnarissen houder van het diploma der school voor tropengeneeskunde en dit aantal stijgt dagelijks.

Elk jaar worden honderdduizenden zieken door hen of door de bij hen gevormde zwarte ziekenverplegers verzorgd.

Om slechts één voorbeeld aan te halen: in 1920 hebben alleen de Witte Paters en hunne ziekenverplegers 380,645 inboorlingen verzorgd.

Echter zijn de toelagen, verleend aan de Missiën om hen te helpen in hunne onderneming van gezondmaking, niet alleen ontoereikend, maar de meest onontbeerlijke geneesmiddelen ontbreken hun zooals trouwens aan de geneesheeren, en zelfs moeten zij elk jaar duizenden frank betalen om de tolrechten te betalen die bij den invoer in de Kolonie geheven worden op de geneesmiddelen die zij zich met hun eigen geld hebben aangeschaft!

Wij zegden het hooger; Congo blijft ernstig bedreigd.

De slaapziekte woedt steeds voort. Sommige streken zooals Mayumbe, tot nog toe gespaard, zijn thans aangetast.

D^r Dryepontt mocht in 1920 ⁽¹⁾ schrijven dat: « overal de plaag woedt eener

(1) D^r G. DRYEPONTT. *La question de la dépopulation au Congo*. (BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ BELGE D'ÉTUDES COLONIALES, aflevering van Juli 1920).

overdreven sterfte gepaard van eene onbetwistbare afnemning der geboorten. Het bestaan zelf van het zwarte ras is dus bedreigd ».

En zoo men denkt dat dit tafereel al te somber is gekleurd, dan zullen wij de meening vragen die D^r Broden op het Koloniaal Congres uitdrukte.

De gevolgtrekkingen van dit verslag zijn, wegens hunne gematigdheid, hoogst zwaarwichtig :

» Het sterftecijfer van de negers, in dienst bij de Europeanen, en van de » inboorlingen van de geheele streek waar slaapziekte heerscht, is merkelyk » hooger dan het gewoon cijfer der menschelijke sterfte. Vervolgens is het cijfer » van de geboorten bij onze bantocrassen veel te klein in de huidige omstan- » digheden.

» Ten slotte is het cijfer der kindersterfte bijna altijd veel te hoog.

» In die omstandigheden dient men ternauwernood deze vraag lang te bespre- » ken : Stijgt de negerbevolking onzer Kolonie? Sommigen onzer meest knappe » kolonialen sprekende over de streken die zij sedert jaren kennen, aarzelen niet » te zeggen dat de negerbevolking er bestendig afneemt.

» Gewis hebben wij in onze Kolonie eenige zeldzame gewesten die nog niet » door slaapziekte werden aangetast, of waar het bevolkingscijfer in min of meer » snelle verhoudingen toeneemt. In de meest gunstige omstandigheden volstaan » die plaatselijke toenemingen ternauwernood om de verliezen te dekken die om » zoo te zeggen algemeen zijn. »

* * *

Is die kwaal ongeneesbaar?

Neen. Het geneesmiddel is gekend. Men kan de slaapziekte overmeesteren en bij dezelfde gelegenheid ook de ontvolking.

Dat stellen de twee geneesheeren vast wier meening wij hooger aangaven, en die bevestigd wordt door eene studie verschenen in « *Le mouvement Géographique* » van 22 Juni 1920. « De slaapziekte, dank zij de onverpoosde zorgen » der EE. PP. Jesuïeten, is bijna geheel verdwenen uit sommige streken die bij » zonder geteisterd waren. »

Deze geruststellende bevinding zou onze verantwoordelijkheid verergeren zoo wij niet onverwyl gebruik maakten van het middel waarover wij beschikken.

Maatregelen moeten dus onmiddellijk genomen worden die blijken uit het verslag en uit de behandelingen dienaangaande op het koloniaal Congres van December 1920.

Wij zullen er enkele aanwijzen die van meer dringenden aard zijn.

Vooreerst dient men de stoffelijke levensvoorwaarden van de negers te verbeteren zoodat zij meer weerstand bieden aan de ziekte.

Het aantal geneesheeren en hunne helpers te vermeerderen alsook de gasthuizen, lazarettten en dispensaria;

Met redelijke toelagen de diensten te erkennen bewezen door al de inrichtingen die ziekte en ontvolking bestrijden en hun kosteloos de nuttige geneesmiddelen te leveren.

De hygiënische vereischten te verbeteren in de centra waar de groote

massa's blanken en negers te zamen komen (Werken tot gezondmaking, water-verzorging, enz.)

Een streng toezicht uit te oefenen op de voorwaarden van aanwerving van arbeiders en soldaten, op de wijze waarop het vervoer geschiedt, er namelijk over te waken dat de overgevoerde arbeiders op normale wijze het noodige voedsel en het noodige onderkomen vinden;

Elke nieuwe nijverheidsonderneming te verbieden welke niet zou waarborgen, — vóór zij in werking treedt, — dat de negerarbeiders behoorlijk gehuisvest en gevoed zullen worden.

* * *

Al te vaak hebben moeilijkheden op het stuk van begrooting den goeden wil van den Minister van Koloniën gedwarsboemd.

Er is geen verfoeilijkere bezuiniging dan die welke ten koste der negerbevolking geschiedt.

Om het Middenbestuur te helpen, en in de mate der beschikbare middelen in dit opzicht te ontlasten van eene geldbekommering, is het de plicht van het Parlement den Minister van Koloniën geen enkel der credieten te weigeren die nuttig zouden kunnen besteed worden om zijne werkmiddelen uit te breiden.

Uwe Commissie was van meening dat, zoo bijkomende credieten werden gevraagd om de diensten te erkennen en uit te breiden van die welke in Congo strijden tegen ziekte en ontvolking, deze credieten zonder aarzelen zouden gestemd worden.

De groote werken.

Uwe verslaggever acht zich niet genoeg bevoegd om het programma op te geven van de groote werken die noodig zijn voor de nijverheids- en handelsuitrusting van de Kolonie; en nog minder om in de bijzonderheden hunner uitvoering te treden.

Wat hier dient te worden aangestipt, dat is de eenparig door uwe Commissie geuite wensch dat de werken die, volgens een algemeen plan, Congo van een normaal verkeersnet moeten voorzien, zonder vertoef zouden ondernomen en bespoedigd worden.

Het tijdperk der ontwerpen en studiën is grootendeels voorbij. Nu dient tot de verwezenlijking te worden overgegaan.

De Kamer heeft in het wetsontwerp waarbij de Kolonie wordt gemachtigd openbare werken met buitengewone middelen uit te voeren (n^o 235) en in het ontwerp van Begrooting voor 1921 (n^o 34) de algemeene opgave der door de Regeering ontworpen werken gevonden.

Om deze werken uit te voeren vraagt de heer Minister van Koloniën de toelating eene leening van 300,000,000 frank aan te gaan.

Zoodoende gaat hij in op de aanwijzingen door de Kamer zelf gegeven in den loop van de behandeling der Begrooting voor 1920.

Zij zal een plicht kwijten jegens de Kolonie met de gevraagde machtiging te verleen.

Het eerste crediet op deze leening aan te wijzen bedraagt 60,000,000 frank.

Wij kunnen enkel den wensch uitdrukken dat daarvan zoo spoedig mogelijk gebruik worde gemaakt in het gemeenschappelijk belang van het Moederland en de Kolonie.

* * *

Uwe Commissie hield zich onledig met de vraag te weten welke onder deze groote werken onmiddellijk zouden kunnen uitgevoerd worden.

Zij nam er akte van, dat de Minister van Koloniën, in antwoord op de hem door den verslaggever gestelde vragen, wel heeft willen verklaren ⁽¹⁾ dat de onderneming van de hierboven opgesomde werken « nog slechts afhangt van de bekomen financieele middelen » :

De gedeeltelijke herstelling van den spoorweg Matadi-Leopoldstad.

De voltooiing van den spoorweg van Katanga (van Bukama naar Kiabo).

Het aanleggen van het eerste vak van den spoorweg van Benguella naar Katanga (Tshilongo-Ruwe).

Aanleg van den spoorweg Bukama naar Djoko-Punda (eerste vak van den spoorweg van den Beneden-Congo naar Katanga).

Aanleg van den spoorweg van Uele.

Zijn nam er insgelijks akte van, dat de werken, hierna opgesomd, zullen aangevangen worden in 1921 :

Gedeeltelijke herstelling van den spoorweg Matadi-Leopoldstad.

Aanleg van het eerste vak van den spoorweg Benguella naar Katanga (Tshilongo-Ruwe).

Voltooiing en uitrusting van de spoorwegen der Groote-Meren.

Verbetering van het spoor en uitrusting van den spoorweg van Mayumbe, geschiktmaking van de haven van Boma.

Eerste vak van den spoorweg van Bukama naar Djoko-Punda.

Spoorweg van Uele.

Baggeren van den Beneden-Stroom. Inrichting en uitrusting der havens Matadi-Kinshasa.

Uitbreiding der flotielje van de « Société Nationale des transports Fluviaux au Congo », door kapitaalsvermeerdering : 5 miljoen.

Wegen in de Oosterprovincie (Mele-Ituri-Katanga).

Wegwerken : Kinshasa-Elisabethstad.

Verlichting : Elisabethstad.

Waterverzorging : Kinshasa-Elisabethstad en andere belangrijke plaatsen zooals Stanleystad-Coquilhatstad.

* * *

Zonder in technische bespreking van de groote ontworpen werken te willen treden, meenen wij de aandacht der Kamer op twee gewichtige beschouwingen te moeten vestigen met betrekking tot onze Spoorwegpolitiek in de Kolonie.

(1) Zie in de bijlage de nota van den Minister van Koloniën.

De eerste is in verband met onze verkeersmiddelen met Katanga.

Het is, in alle opzichten, onontbeerlijk dat deze verbeterd worden.

Men weet maar al te goed dat deze provincie, de rijkste der Kolonie in mijn-opzicht, gevaar loopt door vreemden invloed te worden overrompeld. Met moeite behouden wij er eene zwakke overmacht van het Belgische element.

Welnu, hare hoofdstad, Elisabethstad, ligt op 3.710 kilometer van den spoorweg van Capte-Town, op 2.608 kilometer van Beïra (Oost-kust), zij zal op 1.900 kilometer liggen van Lobito-Bay (West-kust) — zoo het ontwerp wordt verwezenlijkt, dat deze haven met Tshilongo moet verbinden — zij ligt op 4.254 kilometer van Matadi.

En de weg die haar met Matadi verbindt, beschrijft een overgrooten bocht van West naar Noord en van Noord naar Zuid-Oost, volgt den loop van den Congo en de Lualaba en bedraagt zeven overladingen van den spoorweg op de stoomboot en omgekeerd.

Deze lijn is noodig en niemand denkt er aan degenen te hekelen die haar hebben aangelegd, maar zij is al te ontoereikend.

Men moet ten spoedigste eene meer rechtstreeksche verbinding aanleggen op *Congoleesch grondgebied* tusschen Elisabethstad en Matadi.

Dat is het doel van het ontwerp dat Kinshasa-Sankuru Charlesstad verbindt en desnoods de Kasai en Charlesstad-Bukama-Elisabethstad benuttigt.

De ontworpen lijn die rijke landbouwstreken doortrekt en de diamantstreek moet, schijnt het, verwezenlijkt worden vóór elk andere, inzonderheid vóór het vak Tshilongo-Ruwe waardoor de lijn van Lobito-Bay aanvangt.

De uitvoering van dit ontwerp maakt de ingebruikstelling onontbeerlijk van groote inrichtingen te Kinshasa noodzakelijk, waar eene belangrijke kopstatie zal ontstaan alsook de hervorming van den spoorweg van Beneden-Congo waar al de producten van de Kolonie te zamen worden gebracht.

De memorie van toelichting van het wetsontwerp tot toekenning van buitengewone middelen voor de groote werken stelt de stijgende lijn vast van den handel der Kolonie.

De uitvoer ging, in 6 jaar, van 24,614 ton (1913) tot 82,813 ton (1919) over.

Zij stelt nog vast dat « deze handelsbeweging het vermogen van onze opruimingsmiddelen ruimschoots heeft overtroffen. »

Men moet echter eene toeneming van het regelmatig verkeer voorzien en verhoppen.

De spoorweg van den Beneden-Congo is de sleutel die de Kolonie opent en sluit, wier aardrijkskundige vorm, bij den Atlantischen Oceaan gewurgd, geenen anderen uitweg heeft dan over Leopoldstad-Matadi.

Geen werk heeft dus een meer blijkbaar karakter van hoogdringendheid dan dat waarbij de spoorweg van den Beneden-Congo in staat moet gesteld worden het verkeer van de geheele Kolonie te verzekeren.

Volgens inlichtingen aan de Commissie verstrekt, zou men niet alleen de verbetering van den bestaanden spoorweg moeten in overweging nemen, maar zijne volledige herstelling en zelfs op vele punten, er eene nieuwe richting aan geven.

Dit werk zal de Kolonie er toe brengen met de spoorwegmaatschappij van

Congo onderhandelingen aan te knopen in welker bijzonderheden het ons niet past te treden.

Wij mogen echter zeggen dat de eenparige wensch van de Commissie was, dat de te sluiten overeenkomst de reeften zou vrijwaren van de gemeenschap en verzekering bieden dat de noodige werken onverwijld worden uitgevoerd en zoodanig dat zij als definitief kunnen beschouwd worden.

* *

Met het vraagstuk der groote werken is de zoo belangrijke kwestie van het vervoertarief nauw verbonden.

Deze tarieven zijn thans derwijze opgemaakt dat zij eene werkelijke belemmering zijn voor den handel en zich tegen het vervoer verzetten dat zij voorzien.

Zij zijn vooral vatbaar voor twee bezwaren :

Zij zijn overdreven en, schijnt het, niet in billijke verhouding tot de afgelegde afstanden.

Zoo onze inlichtingen juist zijn, dan worden de vervoerkosten van een ton landbouwproducten van de plaats van herkomst tot Boma berekend als volgt :

Plaatsen.	1910.	1920.	1921.
Léopoldstad fr.	37 40	151 »	151 »
Stanleystad	97 40	202 »	227 »
Lusambo	97 40	209 »	237 50
Imongo	70 40	185 »	201 50
Bassankussu	82 40	197 »	219 50
Boendi	82 40	197 »	219 50
Libenge	97 40	200 »	224 »
Bombimba	73 40	188 »	206 »
Yambuya	103 40	218 »	251 »
Buta (2,500 kilometer) ongeveer.	103 40	218 »	251 »
Ponthierstad	128 »	241 25	266 25
Kindu	161 »	266 85	291 85
Kongolo	219 77	355 60	380 60
Bukama	264 57	400 60	425 60
Lukula (Mayumbe)	95 »	135 »	136 25
Tshela (id.) 140 kilometer . . .	—	225 »	226 25

Uwe Commissie hoopt dat, eerlang, zal overgegaan worden tot eene herziening van deze tarieven, om hen in eenklank te brengen met de behoeften van den handel en, laten wij er bijvoegen, met de welbegrepen belangen van de vervoermaatschappijen.

De Kamer zal in de bijlagen van dit verslag, eene verklaring vinden van den Minister van Koloniën, waaruit blijkt dat de Regeering belang stelt in de zaak en reeds eenige verbeteringen heeft toegebracht aan het stelsel van 1920.

**De politiek van industrialiseering, het Statuut der Staatsbedrijven,
het verleen en der vergunningen.**

De openbare machten strekken er niet toe noch om nijverheidstakken in te richten, noch om handel te drijven.

Anderzijds moet de Staat zijn domein oordeelkundig in bedrijven nemen, toezien dat de onmetelijke rijkdommen die het bevat vruchten afwerpen, elk initiatief aanmoedigen dat toelaat uit de Kolonie de voordeelen te halen die men met recht er van mag verwachten, zonder te verzaken aan zijne taak van vooogd en zijne plichten van toezien.

Om in die lijn te blijven, volgt de Regeering « eene politiek van industrialiseering die haar er toe bracht geleidelijk van het eigenlijke bestuur eene reeks « ecomische bedrijven af te scheiden ».

Men kan dit slechts goedkeuren, op voorwaarde dat deze organismen onder de verantwoordelijkheid en het gezag van de Regeering blijven en geen Staat in den Staat vormen; maar uwe Commissie heeft den wensch uitgedrukt, dat de Minister van Koloniën aan de Kamer de noodige inlichtingen zou verstrekken over de wijze waarop deze ontwerpen zullen verwezenlijkt worden, en meer in het bijzonder, voor de hoogst belangrijke onderneming der mijnen van Kilo-Milo, waarvan de opbrengst meer dan 30 % van de ontvangsten der Kolonie vertegenwoordigt.

De begrooting van 1919 bevatte voor dezen post omstandige rekeningen.

De begrooting voor 1921 bevat dienaangaande slechts twee cijfers :

1° Op de begrooting voor order, artikel 19, blad 82, aan ontvangsten en uitgaven, 30 miljoen, zonder eenigen uitleg;

2° Op 's Lands middelen, artikel 25, hetzelfde cijfer als op de begrooting van 1920, zijnde fr. 16,292.40 zonder meer.

Uwe Commissie was van meening dat de behandeling der begrooting aan den heer Minister van Koloniën de gelegenheid zou geven de Kamer in staat te stellen over deze verrichtingen een oordeel te laten vellen.

Van stonden aan, wijzen wij er op dat de Kamer op nuttige wijze dienaangaande zal kunnen raadplegen, te zamen met het antwoord van het departement op de gestelde vragen (cf. bijlagen van het verslag) de volgende documenten : het Koninklijk besluit van 29 December 1919 op de staatsbedrijven der Mijnen van Kilo; het Koninklijk besluit van 12 Augustus 1918 op den verkoop en de verpachting der gronden; het reglement van het Bijzonder Comité van Katanga over de ontginning der bosschen; het verslag van den Kolonialen Raad en het decreet van 16 April 1919 betreffende de opsporing en de ontginning der mijnen in Katanga.

De vliegdiens ten.

Een lid der Commissie heeft ons verzocht te wijzen op de diensten die het vliegwezen zou kunnen bewijzen aan de Kolonie en op zijne aanvraag hebben

wij dienaangaande sommige vragen gesteld aan den heer Minister waarop hij wel heeft willen antwoorden (cf. bijlagen van het verslag).

Een pijnlijk ongeval heeft onlangs den luchtdienst der Kolonie getroffen. Na verdiende hulde te hebben gebracht aan de goede dienaars die als slachtoffer gevallen zijn van hunne toewijding en hunnen geest van initiatief, zullen de bevoegde overheden ongetwijfeld ons Afrikaansch vliegwezen willen uitbreiden en verbeteren.

Jonge landen behoeven moderne vervoermiddelen.

Het vliegwezen is geroepen om aan den Congo des te meer diensten te bewijzen, daar het zijn plaats kan innemen zonder andere ondernemingen schade te berokkenen.

Het pensioenstelsel.

De Kamer zal in de bijlage van dit verslag het antwoord vinden van den Minister van Koloniën, die de ophelderingen geeft welke de Commissie voor de Koloniën heeft gevraagd.

Ons pensioenstelsel is, meenen wij, mild opgevat en van aard de belanghebbenden te voldoen.

Een lid heeft de aandacht der Commissie gevestigd op den toestand der agenten die den Onafhankelijken Staat hebben gediend vóór de naasting door België.

Deze is veel minder gunstig dan die van de agenten der Kolonie.

Tot heden hebben de agenten van den Onafhankelijken Staat niet bekomen dat practische maatregelen zouden genomen worden om het levenslang karakter van hun pensioen te verzekeren en zij zijn de eenigen van al de ambtenaren die niet verkregen hebben dat het pensioen wordt verhoogd.

Op hunne rechtmatige eischen wordt geantwoord dat het geene werkelijke pensioenen betreft « dat zij in dienst van den onafhankelijken Staat zijn getreden, wel wetend dat er geen pensioen was ».

Deze redenen schijnen ons niet doorslaande.

Het recht op pensioen werd erkend bij decreet van 25 April 1910, waarvan artikel 1 luidt : « Een burgerlijk pensioen wordt verleend aan de Belgische burgers, enz. ».

Het pensioenbrevet stelt vast dat : « De Minister van Koloniën verklaart dat » bij Koninklijk besluit van _____ aan den heer » een burgerlijk, jaarlijksch en *levenslang* pensioen werd verleend, overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 25 April 1910 ».

Het lijdt dus geen twijfel dat de belanghebbenden thans recht op pensioen hebben, dat dit pensioen een levenslang karakter heeft.

Er bestaat geen gegronde reden dat dit pensioen niet zou worden verhoogd, zooals die welke aan de andere ambtenaren worden uitbetaald en er zijn, daarenlegen, twee doorslaande redenen die deze verhooging billijken : de eerste is dat de plicht van erkentelijkheid jegens de eerste baanbrekers van het Afrikaansche werk uiterst gebiedend is, — de tweede is dat, helaas, de dood groote leemten

heeft geslagen in de rangen der arbeiders van het eerste uur en dat de schatkist niet te zwaar zal belast zijn met tegenover hen eene eerschuld te kwijten.

Het aandeel van de Belgische Schatkist.

Voor de eerste maal zien wij in de Begrooting der Kolonie ('s Lands Middelen, Buitengewone ontvangsten) ⁽¹⁾, het Moederland optreden met financieelen steun.

Die steun bedraagt 15 miljoen « bestemd tot het betalen van de coupons der Congoleening uitgeschreven tot dekking der buitengewone uitgaven ».

Dat is een lofwaardige nieuwigheid, die tot eere strekt aan de Regeering.

Daaruit blijkt dat België zijn plicht tegenover zijn Afrikaansch gebied beseft en begrijpt dat het de ontwikkeling daarvan met alle middelen moet bevorderen, ook met geldelijke steun, althans tijdelijk.

Doch bij het naslaan der ons voorgelegde stukken, kan men eenigen twijfel koesteren aangaande den aard van dien steun : is het een toelage, ofwel een voorschot ?

Men kan zich ook afvragen of de verantwoording er van wel goed gekozen is.

Die 15,000,000 frank moeten besteed worden tot uitkeering van de coupons der leening tot bestrijding der uitgaven voor de te ondernemen groote werken.

Doch die leening van 300,000,000 frank, waarvan 15 miljoen frank den interest vertegenwoordigen, is nog niet afgesloten en de Minister, gebonden door de praktische mogelijkheden, vraagt voor 1921 slechts 60 miljoen frank, zonder ons de verzekering te kunnen geven dat die in den loop van het dienstjaar op nuttige wijze zullen besteed worden.

Ten slotte, vraagt men zich af, of de geschriften betreffende dien post op redematige wijze in het ontwerp van begrooting zijn opgenomen.

Zijn de 15,000,000 frank van de Belgische Schatkist een toelage, dan moeten zegeboekt staan als buitengewone ontvangst, zonder contrapost ende begrooting, in plaats van de sluiten met een nadeelig slot van 7,455,070 frank — sluit met een batig slot van 7,544,930 frank.

Zijn die 15,000,000 frank daarentegen een voorschot, dan dienden de voorwaarden daarvan nauwkeurig te worden aangegeven, alsmede de wijze en den datum der terugbetaling.

De bij de Kamer overgelegde stukken zullen een nuttige aanvulling krijgen door de nadere bijzonderheden die de Minister zal gelieven te geven.

De Staking der Ambtenaren.

Wij kunnen dit verslag niet besluiten, zonder een woordje te reppen over het betreurenswaardig geschil dat ontstaan is tusschen de Regeering en de ambtenaren, over de briefwisseling dienaangaande tusschen den Minister van Koloniën

(1) Cf. Begrootingsontwerp bl. 44.

en het personeel en de daarin vervatte, nauwelijks bedekte, bedreigingen niet slaking.

Zonder af te dalen tot een bespreking van de eischen der Koloniale beambten, en na er akte van genomen te hebben dat daaraan in ruime mate voldoening geschonken is, kan het niet onuitgesproken blijven dat de toon waarop zekere beambten, door hun collega's afgevaardigd, zich tot de Regeering gericht hebben, een pijnlijken indruk heeft gemaakt op uwe Commissie.

In verband daarmee, heeft de Minister van Koloniën zekere gematigde en gewettigde strafmaatregelen getroffen. Wij verhopende dat die zullen volstaan om de agenten, die vergeten hebben dat zij een minimum van tucht moeten in acht nemen in hun betrekkingen met hunne overheid, tot het besef van hun plicht tegenover de gemeenschap terug te roepen.

Wij voelen ons daarenboven verplicht, zonder hier de twistvraag van het stakingsrecht der openbare ambtenaren te willen onderzoeken, te verklaren dat de Minister van Koloniën niet dulden kan dat onze beambten in Afrika in gemeen overleg het werk staken, om de Regeering te dwingen hun eischen, hoe rechtmatig dan ook, in te willigen.

De ambtenaren der Kolonie hebben bijzondere verplichtingen op zich genomen, vastgelegd in een contract op korten termijn. Zij weten dat zij, door een verbintenis te onderteekenen voor Afrika, aan den plicht niet mogen te kort komen het leven van de Kolonie te verzekeren; welnu, het neerleggen van den arbeid zou zelfs het bestaan der Kolonie kunnen in gevaar brengen; een onnoemelijke wanorde zou daardoor ontstaan en gansche bevolkingen zouden er aan hongersnood worden overgeleverd.

Wij meenen tezelfder tijd te mogen rekenen op het gezond verstand en op de vaderlandsche gevoelens van de Koloniale ambtenaren, zoodat wij voorgoed er van zullen afzien een wapen te gebruiken dat niet in hun handen past.

Moet onze hoop bedrogen worden, moest de Kolonie een nieuwe staking van de openbare ambtenaren treffen, dan zou de Kamer en de Ministerraad zooals de Koloniale Raad gewis dergelijke uitspattingen eenparig afkeuren en gedwongen zijn de Regeering te nopen tot het treffen van onvermijdelijke strafmaatregelen.

Gemeentelinrichtingen.

Reeds zijn in de Kolonie stadscenters van wezenlijk belang tot stand gekomen, rondom welke duizenden inboorlingen zich neergezet hebben : Elisabethstad, Kinshassa, Coquilhatstad zijn daar treffende voorbeelden van.

Is de tijd dan niet gekomen om aan die centers of althans aan eenige daarvan, een begin van zelfstandige gemeentelinrichting te verleenen?

De vraagstukken betreffende de openbare werken en de gezondheid, namelijk, zouden zeker beter en sneller opgelost worden door mannen die de plaats kennen, die ter plaatse leven, en ook de inwoners zouden wel gaarne plaatselijke lasten betalen voor het uitvoeren van « gemeentewerken », die hun van rechtstreeksch nut zouden zijn.

Van nu af aan is de Regeering van de Kolonie in staat dien weg in te slaan; ware voor de heffingen of de leeningen het ingrijpen der wetgeving noodig, dan zou een amendement op de algemeene bepalingen der begrooting volstaan en wij denken dat de Kamer dat gunstig zou onthalen.

*
*
*

Verschillende leden van de Commissie hebben den achtbaren Minister van Koloniën er mede geluk gewenscht, dat hij het hooge ambt van Gouverneur-Generaal aan den heer Lippens heeft opgedragen, die aan de Kolonie den steun van zijn gezag en van zijn ervaring zal bijbrengen.

Collega's van ons hebben gevraagd onder welke voorwaarden de Kolonie zich die medewerking bezorgd had.

Hun is geantwoord dat de opdracht aan den nieuwen Gouverneur-Generaal vijf jaar moet duren; dat hij geen recht heeft op pensioen en dat hij, anderdeels, buiten de vaste wedde, een « opdrachtsvergoeding » krijgt van 12,500 frank in de maand, op het « Bijzonder Fonds. »

De Commissie is van oordeel dat België, van het voorbeeld der groote koloniseerende landen, zich de noodige opofferingen moet getroosten, om de diensten aan te werven en te erkennen van de burgers die het best in staat zijn om onze Afrikaansche onderneming te versterken en uit te breiden.

De Verslaggever,
PAUL TSCHOFFEN.

De Voorzitter,
EMILE TIBBAUT.

(16)

(BIJLAGE VAN N^o 441).

BIJLAGE

Hieronder volgen de vragen, gesteld door den verslaggever namens de Bijzondere Commissie, en de antwoorden die de Minister van Koloniën daarop heeft gelieven te geven.

1^o Vraag.

De algemeene toelichting der begrooting en de toelichting van het wetsontwerp waarbij de leening wordt gemachtigd bevatten de vermelding van de openbare werken, behorende tot een samenhangend programma.

De kosten voor die werken worden geraamd op 658 millioen, waarvoor een crediet van 60 millioen wordt voorgesteld.

Ik zou juist willen weten, welke werken *thans uitgevoerd worden* en welke aangevangen zullen worden in 1921 (spoorwegen, geschiktmaking van scheepvaartwegen en flotieljes, aanleggen van banen).

Antwoord.

Welke werken worden thans uitgevoerd?

Tot op heden zijn slechts de voorbereidende studiën en onderzoekingen gedaan voor de ontworpen groote werken waarvoor credieten aangevraagd zijn.

Aldus voor :

- 1^o Het gedeeltelijk herleggen van den spoorweg Matadi-Léopoldstad;
- 2^o De voltooiing van den Katanga-spoorweg (Bukama-Kiabo);
- 3^o Het aanleggen van het eerste vak van den spoorweg Benguella naar Katanga (Tehilongo-Ruwe);
- 4^o Aanleggen van den spoorweg Bukama-Djoko-Punda (eerste vak van den spoorweg van Neder-Congo naar Katanga);
- 5^o Aanleggen van den Uele-spoorweg.

De uitvoering van die groote werken hangt nog enkel af van de te verkrijgen geldmiddelen. Ze kunnen niet uitgesteld worden zonder de uitbreiding van de Kolonie en van haar economische noodwendigheden grootelijks te belemmeren.

Voor den *Mayumbe-Spoorweg*, is de verbetering van het spoor en de uitrusting er van dringend noodzakelijk.

De haven van Boma, vertrekpunt van den Mayumbe-spoorweg, moet met moderne inrichtingen uitgerust worden, de pier die zeer ouderwetsch is, moet hersteld worden.

Wat de *Spoorwegen der Groote Meren* betreft, uit de laatst ingekomen verslagen blijkt dat de moeilijke toestand, veroorzaakt door het gebrek aan personeel en het druk verkeer, tijdens den oorlog, merkkelijk verbeterd is.

Het verkeer tusschen de verschillende streken neemt toe; de verbindingen tusschen Katanga en de oostelijke provincie en met de Tanganyka-streken en de nieuwe provinciën vergt vermeerdering van materieel, uitbreiding der inrichtingen, verbetering en vermeerdering van de flotielje.

Onderhandelingen zijn aan den gang met de vergunninghoudende maatschappij om dat programma onverwijld ten uitvoer te leggen.

Afbakenen, uitbaggeren en verbeteren der havens, enz.

De *Afbakening* van den Opper-Congo en van den Kasai moet verbeterd worden.

De *Uitbaggering* der sluiskolk van den Beneden-Congo is van een onbetwistbare noodzaak.

Een nieuwe vaargeul is ontdekt en veel wordt daarvan verwacht. Nochtans is een nieuwe baggermachien aangekocht en de baggerwerken moeten krachtig doorgezet worden.

De verbetering, de aanleggingen en de uitrustingen van de *stroomhavens* worden niet voortgezet zooals het zou behooren, bij gebrek aan geldmiddelen. Matadi, Kinshasa moeten uitgebaggerd worden om te beantwoorden aan het verkeer.

Met de werken werd een aanvang gemaakt te Matadi in 19'3 en ze moeten voortgezet worden.

Te Kinshasa, waar de handel nieuwe inrichtingen vergt in verhouding tot het verkeer, zijn de werken ontworpen en de technische uitvoeringsmiddelen zijn klaar. Al die werken behooren tot het vastgestelde programma.

Inschrijving op het nieuwe kapitaal der Nationale Maatschappij voor Stroomwerken.

Deze kapitaalsverhooging heeft ten doel het aankopen van nieuwe eenheden voor het handelsverkeer.

De omvang der flotielje werd sedert den oorlog vermeerderd door het indienststellen of beste'len van nieuwe eenheden, doch die politiek van uitbreiding moet verder doorgezet worden.

Men overweegt het bouwen van houten lichters ter plaatse; dezen Zomer vertrekt een bijzondere zending.

Baanprogramma.

Bij gebrek van voldoende geldmiddelen, kon vooralsnog slechts de aanleg van enkele wegen in Uele ondernomen worden; de uitvoering is aan den gang. De

baan die Niangara met Redjaf verbindt, over Faradje, stond vanaf 1918 open voor automobiëlverkeer. Wat niet belet dat, inzake banen, nagenoeg alles nog te verrichten is in Congo. De verkeersmiddelen moeten uitgebreid worden. Om die reden zijn in het programma der werken tot openbaar nut, de middelen voorzien om de noodig erkende verkeerswegen over heel de uitgestrektheid der Kolonië aan te vangen.

Openbare werken in de Stadscentra, enz.

Tot hiertoe heeft men zich bepaald tot de allernoodzakelijkste gewone uitgaven. Daardoor ontberen belangrijke centra, als Boma, Matadi, Leopoldstad, Kinshasa, Stanleystad, Coquilhatstad, de inrichtingen voor de gezondheid, het verkeer en de gerieflijkheid, welke men de blanke en zwarte bevolking verschuldigd is. Daarom is in het algemeen programma een post voorzien, waardoor voor de dringendste behoeften zal kunnen gezorgd worden en waarover de Gouverneur-Generaal in den loop zijner huidige zending, ter plaatse zal oordeelen.

Talrijke ontwerpen in zake watervoorziening, verlichting, wegen, moesten uitgesteld worden wegens den oorlog. Die toestand kan natuurlijk niet blijven voortduren en de Regeering heeft er al haar aandacht aan gewijd.

Welke werken zullen in 1921 begonnen worden?

- a) Gedeeltelijk herleggen van den spoorweg Matadi-Leopoldstad;
- b) Aanleggen van het 1^{ste} vak van den spoorweg Benguala naar Katanga (Tshilongo-Ruwe);
- c) Voltooïng en uitrusting van de spoorwegen der Groote-Meren;
- d) Verbetering van het spoor en uitrustig van den Mayumbe spoorweg.
Geschiktmaking van de haven te Boma;
- e) 1^e vak van den spoorweg Bukama-Djoko-Punda;
- f) Uele-spoorweg;
- g) Uitbaggeren van den Beneden-Stroom. Geschiktmaking en uitrusting der havens Matadi en Kinshasa;
- h) Vermeerdering van de flotielje der Nationale maatschappij voor stroomvervoer in Congo, door kapitaalsvermeerdering : 5 millioen;
- i) Banen in de Oostelijke provincie (Uele-Ituri-Katanga);
- j) Baanwerken : Kinshasa-Elisabethstad. — Verlichting : Elisabethstad.
Watervoorziening : Kinshasa, Elisabethstad en andere localiteiten, zooals Stanleystad, Coquilhatstad.

2^e Vraag.

De Commissie zou naderen uitleg wenschen nopens de maatregelen in zake gezondheid en bestrijding der ontvolking.

Zij zou inzonderheid willen weten wat gedaan werd tegen de slaapziekte, namelijk de samenstelling kennen van de Commissie, ingesteld tot bestrijding dier ziekte, de middelen die tot haar beschikking staan en hetgeen ze tot op heden heeft uitgevoerd.

Antwoord.*Gezondheidstoestand in de Kolonie.***I. — BLANKE BEVOLKING.**

De gezondheidstoestand der blanke bevolking kan als bevredigend beschouwd worden. Gedurende het jaar 1919 bedroeg de sterfte over 't algemeen 1.4 %. Dat is een zeer gering sterftebedrag. In aanmerking nemende onze oudste statistieken met een sterftecijfer van 15 % in 1880; van 8,7 % in 1890; van 5,76 % in 1900; en 3,75 % in 1919, kan men zien welken weg men heeft afgelegd.

II. — INLANDSCHE BEVOLKING.

Voor de inlandsche bevolking is het vraagstuk veel ingewikkelder, vooral in de streken waar de trypanose hevig woedt. Wij bezitten geen voldoende gegevens om een statistiek op te maken over de sterfte- en de ziektegevallen der dorpenbevolking. Doch de geringe zwarte bevolking in de meeste streken van midden-Afrika, zoowel in onze Kolonie als in de naburige bezittingen, bewijst dat daar een algemeen verschijnsel is; dat nog groote krachtinspanningen vergt.

Als oorzaken van dien toestand wijzen wij hier allcen op de slaapziekte, de malaria, den buikloop, de pokken en de longontsteking. Terloops noemen wij ook de griep en de tuberculose. Wij gewagen niet van ziekten die minder erg woeden, noch van de factoren van anderen aard die deze vermindering kunnen veroorzaken.

Griep. — De griep die in 1918 en 1919 over de Kolonie is uitgebroken, heeft er ongeveer 5 % der inlandsche bevolking in 't graf geholpen. In 1918 bedroeg de sterfte der blanken aan griep 2 %.

Tuberculose. — Tot hiertoe zijn slechts weinig besmettingshaarden van tuberculose onder de inlandsche bevolking voorgekomen.

Daar deze zeer gevoelig is voor de ziekte, zijn zeer strenge maatregelen genomen om het uitbreiden der ziekte tegen te gaan.

Slaapziekte. — In de laatste tijden heeft de slaapziekte de catastrophale heftigheid van vóór enkele jaren verloren; dat is een gevolg van de genomen voorzorgsmaatregelen. Nochtans mag hare vernielende werking niet onderschat worden en wij moeten steeds een nieuwe uitbarsting duchten. Wij moeten dus de voorzorgs- en heilmaatregelen op steeds ruimere schaal toepassen. De uitslagen van de metholische atoxylisatie zijn uiterst bemoedigend. Thans werken wij, buiten de middelen van algemeen aard, door het inrichten van bijzondere zendingen, met een talrijk personeel, die de kwaal in de meest bedreigde centra aantasten.

Eene zending onder de leiding van D^r Schwetz, bestaande uit verschillende geneesheeren, assistenten en ziekenverpleegsters is werkzaam in Kwango.

Een andere zending van denzelfden aard wordt ingericht voor de besmette streken van Ubangi en het noorden van Uele. De Minister hoopt aan de Kamer de aanvullende inlichtingen te geven, op grond van de verslagen die onlangs toegekomen zijn.

Malaria. — De moeraskoorts, die voor onze Kolonie, aan weerskanten van den Evenaar gelegen, de voornaamste oorzaak van ongezondheid is, spaart de inboorlingen niet; zij betalen een hooge schatting aan de malaria. Vele kinderen bezwijken aan de ziekte, zelfs volwassenen, bijvoorbeeld bij longontsteking.

Wij verspreiden het gebruik van quinine; de zwarten beginnen het naar waarde te schatten.

Wij doen opzoekingen om eene quinquina boomsoort te vinden, die zou kunnen geplant worden in de verschillende streken van Congo, en bijvoorbeeld zou kunnen gebruikt worden in den vorm van afkooksel, door de inboorlingen zelf bereid.

Buikloop. — De amoebische buikloop, de bacillen-buikloop (zeldzamer) en de wormziekten kunnen gerangschikt worden onder de ziekten waarvan de verwoestingen minder erg worden, alhoewel zij ook niet over het hoofd te zien zijn.

Longontsteking. — De longontsteking is een zeer erge kwaal voor de inboorlingen. Behalve het gebruik van de bekende hygiënische- en artseneijkundige middelen, wordt thans de werking van serums bestudeerd om deze ziekte te bestrijden. De verbetering der economische voorwaarden, het gebruik van kleeren, zouden krachtig daartoe medehelpen.

Noemen wij ook terloops de pokken, waarvan de uitbarstingen spoedig overmeesterd worden, en ruggemergontsteking, waarvan eerst onlangs het bestaan werd vastgesteld; deze is omschreven gebleven binnen eenige centra in het Oosten.

Personeel in den dienst der hygiëne en der openbare gezondheid.

Dit personeel bestaat uit 71 geneesheeren, 2 apothekers, 12 blanke ziekenverpleegsters, 36 kloosterzusters-verpleegsters, 11 hoofden van waarnemingsstations, 18 blanke gezondheidsbeamten en de zwarte verplegers.

Het aantal dokters dat voor de Kolonie op 31 gedaald was, is merkelyk aangetoegen. Einde 1921 zal het aantal in dienst zijnde dokters het voorziene kader bereiken hetzij 71. Om de bestrijding der slaapziekte te kunnen doorzetten, zal dit getal zeker moeten vermeerderd worden. Doch de verbetering is zeer merkbaar en de aanwerving is moeilijk. Niettegenstaande een aanzienlijke verhooging van de wedden, is het niet mogelijk geweest in België zelf het noodige aantal dokters te vinden.

De kloosterzusters-verpleegsters voorzien, in de groote centra, in den gasthuisdienst voor blanken en zwarten.

Twaalf leeke ziekenverpleegsters zijn naar Congo gezonden in 1919. Ze verblijven in eenige groote centra en helpen de zieken, ofwel buiten het hospitaal, ofwel in de hospitalen waar geen kloosterzusters zijn; zij houden zich bezig in de laboratoria te Elisabethstad en Leopoldstad; zij wijden vooral hunne aandacht aan de kindersterften.

Binnen kort zullen voor Neder-Congo twee aangenomen vroedvrouwen vertrekken.

De geneeskundige dienst telk ook een zeker aantal hoofden van waarnemingsstations en gezondheidsbeambten; zij worden vooral gebruikt voor de bestrijding der slaapziekte. Hier ook beletten de moeilijkheden bij de aanwerving, de uitbreiding der diensten.

Scholen voor inlandsche geneeskundige assistenten.

Buiten de opleiding van het zwarte ziekenverplegerspersoneel, tot hiertoe uitsluitend voorbereid in de ziekenverplegersschool, of door ieder geneesheer, heeft de Regeering dit jaar een nieuwe onderneming op touw gezet. Zij heeft zes bijzondere scholen opgericht, genoemd « Scholen voor inlandsche geneeskundige assistenten ». De opleiding, van zuiver practischen aard, zal drie jaar duren. Aan aanwerving dier toekomstige assistenten is bijzondere aandacht gewijd. Worden aangenomen tot die scholen: de inboorlingen vooral, die voorbereid werden in de missies zonder onderscheid van geloofsbelijdenis en ook, als vrijwilligers, de zonen van inlandsche hoofden en geneesheeren (nganga of tooveraars). Als voertaal voor het onderwijs zal men het plaatselijk dialect gebruiken.

Nadat de leerlingen hun diploma verworven hebben, zullen zij gedeeltelijk in Regeeringsdienst aangenomen worden. De anderen zullen zich in hun streek mogen vestigen op eigen hand, hetzij bij de Europeesche posten, hetzij bij de missies, hetzij in de inboorlingencentra. De hoofden zullen verzocht worden hen te steunen, en desnoods een lazaret op te richten.

De zwarte geneeskundige assistenten zullen het recht hebben de gewone ziekten van de inboorlingen der dorpen (elementaire geneeskunde en kleine heekunde) te verzorgen. De Regeering zal hun op crediet eenige geneesmiddelen bezorgen, die zij tegen vergoeding aan de inboorlingen zullen mogen verstrekken. Een geneeskundig toezicht zal het oog houden op misbruiken.

Die zwarte geneeskundige assistenten in de dorpen zullen een weldadigen invloed uitoefenen. Zij zullen een einde maken aan de praktijken van onwetende en onheilstichtende tooveraars, en zullen bijdragen tot de redelijke en verstandelijke opbeuring onzer bevolking.

De inlandsche hoofden, in grooten getale door den Minister van Koloniën, tijdens zijn reis, geraadpleegd, hebben oprechte instemming met die ontwerpen betuigd; deze hebben ook den hartelijksten steun van den kolonialen geneeskundigen dienst en van de missies.

De strijd voor beter gezondheidstoestanden onder de inlandsche bevolking zal slechts ten volle vruchten afwerpen met de medewerking der zwarten zelf.

Dat is de grondgedachte van deze nieuwe en grootsche inrichting: dit betee-

kent dat ze een nieuw werkmiddel aan de hand zal doen, doch zonder in iets de overwegende en leidende taak te verminderen van de blanke geneesheeren in de Kolonie.

Hygiëne der zwarte arbeiders.

Een geneeskundig onderzoek aangaande de sterfte en de ziekelijkheid der zwarte arbeiders in de exploitaties van Katanga werd ingesteld door een dokter der Kolonie in 1918 en 1919; een zeer hoog sterftecijfer werd vastgesteld; afgezien van het tijdstip waarop de Spaansche griep woedde, komt men tot een sterftecijfer dat, volgens de plaatsen, van 31 tot 85 per duizend is, of gemiddeld 50 ‰. Terecht verontrust, heeft de Regeering een toezichtsdienst ingericht in Katanga. De verordening-wet van den Vice-Gouverneur-Generaal van Katanga, n° 48 van 19 Juni 1920, heeft de maatregelen samengeordend en aangevuld, welke genomen werden, met het oog op de gezondheid der zwarte arbeiders, in 't belang van het inlandsch ras en ook voor de toekomst van handel en nijverheid.

Aangenomen geneesheeren en hulpgeneesheeren van den geneeskundigen dienst.

Geneesheeren van de Maatschappij of private geneesheeren kunnen aangenomen worden door de Kolonie om den gezondheidsdienst te verzekeren waar geen Staatsdokter voorhanden is. Zij werken ook mede tot de uitvoering der gezondheidsmaatregelen.

De missies van alle geloofsbelijdenis leveren hun kostbare hulp tot bestrijding der ziekten en om de inboorlingen gezondheidsbegrippen in te prenten. De bekomen uitslagen zijn bijzonder schitterend geweest, waar hun werkzaamheid geleid werd door iemand die wezenlijk bevoegd was inzake geneeskunde. Het aantal missionarissen die de leergangen der Staatsschool voor tropengeneeskunde te Brussel volgen, is zeer groot. In 1920 verwierven 49 missionarissen het getuigschrift bij het uitgangsexamen der school. Een rondschrijven van den Gouverneur-Generaal heeft onlangs nauwkeurige voorschriften gegeven tot leidraad voor deze toewijdingsvolle en hulpvaardige mannen.

Wetenschappelijke inrichtingen.

In 1906 is te Brussel een school voor tropengeneeskunde gesticht tot voorbereiding van de geneesheeren die naar Congo willen gaan.

In de lagere afdeling van deze inrichting wordt een voorbereidende leergang gegeven voor missionarissen, gezondheidsagenten en ziekenverplegers die naar Congo gaan.

Er bestaan drie laboratoria voor geneeskundige opzoekingen, het eene te Leopoldstad, het andere te Elisabethstad, het laatste is onlangs opgericht te Gitega, in het bezette gebied van Ruanda-Urundi. In het laboratorium te Leopoldstad worden de aanvullende practische leergangen gegeven aan de geneesheeren en aan degenen die met vrucht de lagere afdeling gevolgd hebben op de School van tropengeneeskunde te Brussel.

Sedert 1919 doorkruist een zending tot bestrijding der slaapziekte, samengesteld uit drie geneesheeren, verschillende gezondheidsbeambten en zwarte ziekenverplegers de streken van Kwilu.

In 1920 ging een zending voor opsporingen, inzake de slaapziekte, naar Congo, in opdracht van het « Rockefeller Institute » te New-York. D^r Mevrouw Pearce werd best onthaald in de Kolonie en heeft mogen werken in het Laboratorium en in de hospitalen te Leopoldstad. Verslag over de werkzaamheid en de uitslagen is vooralsnog niet verschenen.

Ter slotte is een bijzondere zending naar Congo vertrokken om na te gaan, of en waar een centrum voor tropicale biologie zou dienen ingericht te worden; deze zending zet hare werkzaamheden voort.

Maritiem-gezondheidsstation te Banana.

Te Banana bertaat een dienst van toezicht over de zeeschepen, ten einde het invoeren in de Kolonie van besmettelijke ziekten en pestziekten door de havens te voorkomen. Daar worden, door middel van een geschikt materieel, de verdachte vaartuigen gezuiverd.

Een gezondheidsregeling der havens op grond van de besluiten der Internationale gezondheidsconferentie van 1912 te Parijs, is van kracht in de Kolonie.

Hospitaalinrichtingen.

Het Beheer heeft in onze Kolonie ingericht :

- 4 moderne hospitalen voor Europeanen ;
- 1 havenlazaret te Banana, met inrichtingen voor blanken en voor zwarten ;
- 3 dispensaria voor Europeanen ;
- 25 hospitalen voor zwarten ;
- 10 lazaretten voor slaapziekten ;
- 18 dispensaria voor zwarten.

De missies der verschillende geloofsbelijdenissen hebben hospitalen, lazaretten en dispensaria.

Onder meer kunnen wij noemen : die van Kangu, Kisantu, Moenge, N'tondo, Luluabourg, Luebo, Mutoto, Banduinstad, Kasongo, enz. De protestansche missies hebben zestien geneesheeren. De katholieke missionarissen nemen in groot aantal het diploma op de School voor tropen geneeskunde.

Verschillende privaatinrichtingen onderhouden op eigen kosten hospitalen, voor de arbeidskrachten hunner onderneming. Verschillende Europeesche geneesheeren zijn er aan verbonden.

De Congospoorweg bezit bij Matadi een heel schoon hospitaal voor blanken, met kloosterzusters-verpleegsters en dispensaria. Twee geneesheeren zijn aan deze maatschappij verbonden.

De Olieslagerijen van Belgisch-Congo hebben verschillende lazaretten en dispensaria opgericht met een talrijk geneeskundig personeel; thans hebben zij 7 of 8 geneesheeren in Afrika.

De « Union Minière du Katanga » bezit sedert lang een sterk geneeskundig kader met gezondheidsbeambten en zwarte verplegers. Zij heeft verschillende dispensaria voor blanken en zwarten geopend.

De mijnen van Kilo hebben twee geheesheeren, daarenboven een hospitaal met ziekenverplegers en dispensaria.

De geneeskundige dienst van de Spoorwegen van den Boven-Congo naar de groote Afrikaansche meren wordt verzekerd door de geneesheeren van de Kolonie. Deze maatschappij heeft twee moderne hospitalen voor Europeanen en verschillende dispensaria voor zwarten gebouwd.

In de meest bevolkte centra vraagt het werk der « Zwarte Kindsheid » de toewijdingsvolle medewerking der blanke vrouwen, om de zwarte moeders de beginselen der gezondheidsleer in te prenten.

Heel die samenhang van inrichtingen moet uitgebreid en verspreid worden, doch de pogingen op het gebied van gezondheidszorg in Congo aan den dag gelegd schijnen niet te moeten onderdoen voor hetgeen door eender welken onzer geburen in Afrika tot stand gebracht werd.

Tweede antwoord bevattende zekere aanvullende inlichtingen.

Slaapziekte.

Gedurende het laatste dienstjaar werd de strijd tegen de slaapziekte voortgezet en vooral uitgebreid.

Het aantal geneesheeren (dat zoozeer gedaald was, dat de verzorging in de groote centra zelfs niet kon geschieden) is dit jaar op 71 gebracht. Deze vermeerdering zal trouwens geleidelijk toenemen gedurende de volgende jaren, om ten minste tot een honderdtal geneesheeren te geraken; dit cijfer is geenszins overdreven ten aanzien van de uitgestrektheid der Kolonie. Dank zij de tegenwoordige vermeerdering van het personeel, kon de methodische voorbehoedende atoxylisatie op steeds ruimer schaal toegepast worden.

Een zending tot voorbehoeding, bestaande uit drie dokters en helpers, is thans werkzaam in Kwilu, behalve den bijzonderen geneeskundigen dienst, waarloer een aldaar gevestigde privaatmaatschappij gedwongen is.

De districten van Uele hebben ook bijzondere rondreizende zendingen.

De dienst is versterkt in Mayumbe, dat doorkruist wordt door dokters van Boma: dezen doen er, op geregelde tijdstippen, eene ronde. Dat is trouwens om zoo te zeggen, een gewone bezigheid in alle streken besmet door trypanose.

In den laatsten tijd heeft de missie van Scheut een lazaret voor trypanoseliijders en andere ziekten opgericht te Kindu.

Het lazaret in de door slaapziekte zwaar geteisterde streken is niet zoozeer een werk tot voorbehoeding dan wel een liefdewerk. Zijn voorbehoedingstaak bestaat vooral in het toezicht houden over en het doen verdwijnen van de laatste besmettingshaarden. De trypanoseliijders kunnen trouwens opgenomen en verzorgd worden in gelijk welk hospitaal.

Een zending van het « Rockefeller Institute » heeft opsporingen gedaan over de behandeling van de trypanose in ons laboratorium te Leopoldstad. Wij wachten op haar verslag.

Onlangs werd in Engeland op een nieuwe verplegingswijze gewezen; het Departement onderhandelt met den ontdekker ervan en zal desvoorkomend de controle ter plaatse en eene proefondervindelijke toepassing bevorderen.

In den strijd tegen deze verschrikkelijke ziekte, dient melding gemaakt van de werken, waaraan de aan het laboratorium van Leopoldstad verbonden geleerden zich voortdurend wijden, evenals de ijverige medewerking van de godsdienstige missiën.

Bevolking.

Over de bevolkingskwestie wordt veel getwist en vooralsnog lijkt het vraagstuk onoplosbaar.

Om hierbij practisch op te treden, zijn de geneeskundige en hygiënische middelen om de uitbreiding der slaapziekte, der malaria, der pokken en der longontsteking te beletten, van allereerste belang; die ziekten zijn het vooral, waartegen maatregelen getroffen en wetsbepalingen uitgevaardigd werden. Tot voorbehoeding van de negers tegen de menschelijke tuberculose werden strenge schikkingen genomen. In Katanga werd de hygiëne van den zwarten arbeider bij verordening-wet geregeld.

Het vraagstuk van de maatregelen te treffen tegen de venerische en andere ziekten ligt ter studie. Deze studie stuit hier op zeer groote moeilijkheden en kan in Congo niet worden beschouwd op dezelfde wijze als in de beschaafde landen of in de Koloniën met volledige bezetting door beschaafde rassen.

Hygiënische opleiding der negers.

Ten einde bij de inboorlingen de gezondheidsvoorwaarden te verbeteren, heeft de Regeering in de Kolonie en in het bezet grondgebied zes scholen opgericht, waar inlandsche geneeskundige assistenten worden gevormd. Zij die er hun diploma behalen, gaan zich vestigen in hun land van herkomst en doen hier de grondbeginselen der gezondheidsleer ingang vinden: tegelijkertijd en als van zelf zullen dan de ellendige toovernaarspraktijken een einde nemen. Dit is een werk dat veel tijd zal vragen maar dat van het hoogste belang is.

De voorbereiding van de assistenten van den geneeskundigen dienst werd door de Regeering bevorderd door het verzoek dat zij tot de missionarissen richtte, namelijk de leergangen te volgen van de School voor Tropengeneeskunde, te Brussel en door hun daarbij voordeelen toe te kennen (kosteloze leergangen, vergoedingen gedurende den studietijd, werktuigen voor opzoeken, geneesmiddelen).

Hieronder volgt de lijst van de voornaamste, tijdens de laatste drie halfjaren genomen reglementsbeschikkingen:

**Verscheidene wettelijke schikkingen in zake hygiëne
tijdens de laatste drie halfjaren getroffen :**

1. — Betreffende de inenting tegen typhuskoorts. (Verordening-wet d. d. 1 Mei 1920 van den Gouverneur Generaal).
2. — Betreffende de Gezondheidspolitie (Verordening d. d. 1 Mei 1920, N° 37/7, van den Gouverneur Generaal).
3. — Betreffende de lethargische hersenontsteking, besmettelijke ziekte. (Verordening d. d. 29 Mei 1920 van den Gouverneur-Generaal.)
4. — Betreffende de Hygiëne der negerarbeiders in Katanga. (Verordening-wet d. d. 19 Juni 1920 van den Vice-Gouverneur-Generaal van Katanga.)
5. — Betreffende het Reglement op de slaapziekte. (Verordening d. d. 8 Juli 1920 van den Gouverneur-Generaal.)
6. — Betreffende de Openbare Hygiëne met het oog op de bestrijding der Malaria. (Verordening d. d. 25 October 1920, n° 28 van den Vice-Gouverneur-Generaal van Katanga.)
7. — Betreffende de longtuberculose. (Koninklijk decreet van 20 Januari 1921.)
8. — Betreffende verbod van de voortbrengsten te oogsten en materiaal te hakken in het watergebied der Lobaye- en Etoli-rivieren. (Vice-Gouverneur-Generaal van de Oost-Provincie, 8 Februari 1921.)
9. — Betreffende den inlandschen geneeskundigen bijstand. Hulpdienst. (Omzendbrief, onderrichtingen aan de missionarissen, Januari 1921.)

3° Vraag.

De Commissie werd getroffen door de hooge vervoertarieven.

Zij is van oordeel dat deze den prijs der waren zoo bezwaren dat zij een gevaar zijn voor den handel.

Gaarne vernam ik of gij binnenkort eene vermindering der tarieven te gemoet ziet en of de nieuwe regeling evenredige tarieven voorziet.

Antwoord.

a) De Regeering houdt zich met de kwestie der tariefvermindering bezig. Reeds heeft zij er de *Compagnie belge maritime* toe overgemaakt hare vrachtprijzen aanzienlijk te verminderen voor den uitvoer uit Congo en de *Société nationale des transports fluviaux* bij de afvaart. Zij onderhandelt met de *Compagnie du Chemin de fer du Congo*; deze heeft in December 1920 reeds, door tusschenkomst der Regeering, haar tarief voor de voornaamste producten bij den uitvoer op 25 centiem per kilometer-ton verminderd.

Door tusschenkomst van het Departement, heeft de *Compagnie du Chemin de fer du Katanga* ook voor een jaar verminderd tarief toegestaan voor het metaal-erts bestemd voor het concentratiecentrum van Panda.

b) In de regeling zijn reeds verminderde tarieven voorzien voor de producten bestemd voor Katanga over Boma.

De *Compagnie nationale des transports fluviaux* heeft ook een tarief per streek vastgesteld.

Tarieven, evenredig tot den afstand, zullen op de door de *Société nationale des transports fluviaux* beheerde baanvakken in werking treden.

4^e Vraag.

De Commissie bekommerde zich ten eerste om het vraagstuk der pensioenen.

Ik zou haar juist willen inlichten omtrent hetgeen gedaan werd.

Zoudt gij mij juist willen aanduiden wat het aangenomen stelsel is, hoe de pensioenen berekend worden en of zij worden gevormd door middel van inhoudingen van de wedden.

De inlichtingen die gij mij zult willen geven zouden mij des te meer dienstig zijn, zoo daaruit bleek wat de tegenwoordige toestand is tegenover dien van vóór den oorlog.

Inzonderheid wenschte ik te weten welke den toestand is van de beambten die in dienst zijn geweest van den « Onafhankelijken Congostaat ».

Mogen zij er op rekenen, dat zij voort hun pensioen zullen genieten? Wordt dezes bedrag in overeenstemming gebracht met wat gedaan werd ten behoeve van de agenten der Kolonie?

Antwoord.

Welk pensioenstelsel werd in de Kolonie aangenomen? Hoe worden de pensioenen berekend?

Het bij decreet van 2 Maart 1921 ingevoerd pensioenstelsel kent aan de ambtenaren en beambten der Kolonie, na 18 jaar werkelijken dienst, hetzelfde pensioen toe als dat toegekend aan de officieren van het leger van het moederland, na 40 jaar dienst, wegens dienstouderdom. De officieren van het koloniaal leger worden gelijkgesteld met de officieren van gelijken graad in het Belgisch leger. De burgerlijke ambtenaren en beambten worden met de officieren van het koloniaal leger gelijkgesteld, volgens de aan hun graad verbonden aanvangswedde.

Als basis van het pensioen geldt dus een dienstdaag van 18 jaar in de Kolonie. Dit is de kortste termijn voorzien door de reglementen van elke der naburige koloniën, waarvan het klimaat met dat van Belgisch-Congo te vergelijken is. Daarenboven, kunnen onze beambten van Afrika hun rustgeld aanvragen na 12 jaar of na 15 jaar dienst. In dit geval is hun pensioen gelijk aan de 12/20^e of de 15/20^e van het pensioen na 18 jaar. Dit voordeel bestaat in geen der naburige koloniën. Wij meenden het te mogen toestaan, omdat het ons van aard scheen eene aanmoediging te zijn voor diegenen die zich voor een koloniale betrekking

aangetrokken voelen, evenals voor de oude beambten die zich in de Kolonie wenschen te vestigen.

Daarenboven werd nog een uitzondering voorzien op deze regelen: in de streken, waarvan de gezondheidstoestand deze afwijking billijkt, worden de diensten berekend naar verhouding van 6 jaar voor 5 jaar werkelijken dienst. Deze streken worden bij Koninklijk besluit aangeduid.

II. — Worden de pensioenen gevormd door middel van inhoudingen van de wedden?

Neen, de pensioenen komen ten laste der Koloniale Schatkist.

Als bijlage van deze nota, zal men een exemplaar vinden van de bepalingen die samen het decreet van 2 Maart 1921 uitmaken, alsmede een exemplaar van de decreten van 2 Mei 1910 en 31 Juli 1912, tot inrichting van het vorig stelsel van rustgelden, na 10 jaar werkelijken dienst. De tabellen bij deze bepalingen gevoegd maken een vergelijking tusschen beide stelsels gemakkelijk. Zooals uit onderstaande voorbeelden blijkt, is er een aanzienlijke vooruitgang :

Wedde (bij de op pensioenstelling) na :				Pensioen onder het vroeger stelsel, na :				Pensioen onder het nieuwe stelsel (mèt normale vermeerderingen).		
10 jaar.	12 jaar.	15 jaar.	18 jaar.	10 jaar.	12 jaar.	15 jaar.	18 jaar.	12 jaar (10 jaar in minder gezonde streken).	15 jaar (12 jaar in minder gezonde streken).	18 jaar (15 jaar in minder gezonde streken).
10,000	12,000	16,000	19,000	900	1,120	1,650	2,100	3,000 »	3,712 50	4,950 »
18,000	16,000	19,000	22,000	1,100	1,400	1,850	2,100	3,000 »	3,712 50	6,840 »
20,000	22,000	26,000	30,000	1,500	1,860	2,650	2,840	4,268 16	3,865 60	8,569 60
24,000	27,000	32,000	40,000	1,800	2,260	2,950	3,340	4,692 48	7,590 »	10,727 20
30,000	35,000	40,000	50,000	2,300	2,760	3,600	3,880	6,314 88	8,197 20	12,000 »

III. — Welk is de toestand van de beambten die in dienst zijn geweest van den onafhankelijken Congostaat? Mogen zij er op rekenen dat zij voort hun pensioen zullen genieten?

De burgerlijke pensioenen worden levenslang genoten. De fondsen noodig voor den Dienst der pensioenen worden tegenwoordig geleverd door het Bijzonder fonds.

Het gaat in dit geval niet meer om ware pensioenen : hun bedrag volstaat om het te bewijzen, evenals het feit dat de beambten in dienst van den Onafhankelijken

Congostaat zijn getreden terwijl zij wisten dat er geen pensioen aan verbonden was. De toegekende bewilligingen werden beschouwd als een blijk van erkentelijkheid; zij werden dan ook toegekend zonder dat er rekening werd gehouden met gelijk welk vereischte wat diensttijd, ouderdom of invaliditeit betreft, welke vereischten onafscheidbaar zijn van het begrip pensioen.

Daar is dus geen gelijkstelling mogelijk van de burgerlijke pensioenen met de thans op heel verschillende grondslagen toegekende pensioenen.

Echter ligt ter studie of het niet mogelijk is ze in een te bepalen mate te vermeerderen.

5^e Vraag.

De Commissie wenschte ingelicht te worden over het onderscheid dat moet gemaakt worden tusschen de decreten en de verordening-wetten. Zij wenschte te weten wanneer de Koloniale Raad of de Regeeringsraad moet worden geraadpleegd?

Antwoord.

Evenals in België, is de wetgevende macht in de Kolonie oppermachtig, maar het decreet, het werk van den Koning, is in de regeering der Kolonie, de *normale* wetgevende akte (Koloniale wet, artikel 7).

De verordening-wet, het werk van den Gouverneur-Generaal of van een Vice-Gouverneur Generaal, hoofd van een vice-gouvernement, waaraan bij Koninklijk besluit van 28 Juli 1914 de naam van provincie werd gegeven, is de *uitzonderlijke* wetgevende akte (Koloniale wet, artikel 22).

De Koning, bijgestaan door den Minister van Koloniën, die hem de decreten voorstelt en die medeonderteeckt, en voorgelicht door de beraadslagingen en het advies van den Kolonialen Raad, is de gewone wetgever der Kolonie. Hij beschikt over de wetgevende macht voor alles wat niet rechtstreeks geregeld werd door de wet ontstaan uit den overeenstemmenden wil van de Regering en van beide Kamers van het Parlement.

De plaatselijke overheid, integendeel, beschikt slechts over de wetgevende macht in buitengewone nauw beperkte omstandigheden: de verordening-wet mag slechts uitgevaardigd worden wanneer er *haast* is, d. w. z. wanneer de belangen der Kolonie spoedige beslissingen eischen, zonder dat de plaatselijke overheid den tijd hebbe het advies van Brussel in te winnen, aldaar den toestand in alle zijne bijzonderheden kenbaar te maken en vanwege de oppermacht de noodige maatregelen uit te lokken.

Bij hoogdringendheid dus, heeft de Gouverneur-Generaal of de Vice-Gouverneur-Generaal van het gebied een tweevoudig recht:

A. — Het recht van tijdelijk de tenuitvoerlegging van een of verscheidene decreten te schorsen;

B. — Het recht verordeningen uit te vaardigen welke kracht van wet hebben.

De met een van beide doeleinden uitgevaardigde verordening-wetten hebben uit zich zelf slechts een voorloopige macht: zij houden op verplichtend te zijn

na een tijdsbestek van zes maand, indien zij vóór het verstrijken van dien termijn bij decreet niet goedgekeurd zijn.

Bij goedkeuring, geeft het decreet, dat haar in zich opneemt, haar de waarde der decreten uitgaande van de Middenregeering.

. . .

Raadpleging van den Regeeringsraad, die den Gouverneur-Generaal bijstaat, wordt door geen enkele wetgevende akte voorgeschreven. Maar bij het Koninklijk besluit van 28 Juli 1914 tot inrichting van het plaatselijk bestuur, wordt voorgeschreven dat dit college zijn advies uitbrengt :

1° Over de voorontwerpen van decreet of de ontwerpen van verordening die door den Gouverneur-Generaal aan zijn onderzoek zijn onderworpen;

2° Over de begrootingsontwerpen welke de Gouverneur-Generaal jaarlijks overmaakt aan de Middenregeering;

3° Over de ontwerpen en de uitvoering van belangrijke openbare werken;

4° Over al de vraagstukken waarover het door den Gouverneur-Generaal geraadpleegd wordt;

5° Over de raadsbesluiten der gewestelijke comiteiten (art. 4, 18 en 35).

. . .

De raadpleging van den Kolonialen Raad is rechtstreeks geregeld door artikel 23 der Koloniale Keure, waarbij *verplichte* tusschenkomst en *niet-verplichte* tusschenkomst is voorzien.

In beginsel moet de Koloniale Raad geraadpleegd worden over al de ontwerpen van decreet, vóór dat deze omgezet worden in rechtsgeldige wetgevende akten.

Bij uitzondering, als er haast bij is, kan het decreet aan den Kolonialen Raad worden onderworpen als het reeds afgekondigd is. Maar in dit geval, dient de vraag om advies, binnen tien dagen na de dagteekening van het decreet, ingediend te zijn en moet de Raad in kennis worden gesteld van de gronden der hoogdringendheid.

Er dient opgemerkt te worden dat de verordening-wetten welke bestemd zijn om den termijn van zes maand, die artikel 22 der Koloniale Keure hun toekent, te overleven, noodzakelijk aan den Kolonialen Raad voor onderzoek dienen overgelegd te worden. Het bestaan er van, inderdaad, kan alleen verlengd worden door de onderteekening van een goedkeurend decreet, en vóór elk decreet, zooals hierboven gezegd, is raadpleging noodig.

Voor alle andere zaken is raadpleging niet verplichtend : de Koloniale Raad beraadslaagt over alle vraagstukken waarover 's Konings Regeering het gewenscht acht hem te raadplegen.

6° Vraag.

De Commissie wenschte ook ingelicht te worden over het statuut der bedrijven (inzonderheid van het bedrijf van Kilo) en over de wijze waarop thans de private vergunningen worden toegestaan.

Antwoord.*Statuut der Staatsbedrijven (inzonderheid van het bedrijf van Kilo).*

Het streven om de Kolonie op nijverheidsvoet in te richten, dat den grondslag vormt van de politiek der Regeering, heeft deze er toe gebracht een reeks economische bedrijven geleidelijk van het eigenlijk staatsbeheer af te scheiden.

Voor elk geval werd de wettelijke vorm aangepast aan de behoeften.

De fabrieken van rijstpreparaten werden eenvoudig en louten vervreemd.

De katoenspinnerijen gaven aanleiding tot het oprichten van eene Katoenvenootschap waarin de Staat aandeelhebber is.

Voor den dienst der scheepsvaart op den hoogen stroon en zijne bijrivieren, werd een Handelsvenootschap opgericht, waarvan het statuut hierbij gaat. De Staat bezit nog al de aandelen, maar beheer en bestuur zijn heelemaal als in een handelsbedrijf opgevat.

Voor de mijnen van Kilo-Moto, werd een nijverheidsregie opgericht.

Bij Koninklijk besluit van 29 December 1919 (bijlage 1), wordt het statuut van dit bedrijf vastgesteld.

De overige staatsbedrijven hebben slechts een bijzondere hoekfouding.

* . *

Op welke wijze worden tegenwoordig de private vergunningen gegeven ?

a) GRONDEN.

Tot 500 hectaren, worden de gronden in vergunning gegeven door den Gouverneur-Generaal of door den Vice-Gouverneur-Generaal der provinciën, onder de voorwaarden voorzien bij het reglement van 12 Augustus 1918, waarvan een exemplaar hierbijgaat (bijlage 2).

Boven de 500 hectaren, worden de vergunningen van gronden toegestaan, bij bijzondere overeenkomst, onder den vorm van een decreet, dat vooraf wordt onderworpen aan het advies van den Kolonialen Raad, en goedgekeurd wordt door de wetgevende macht.

In de gewesten dat onder het beheer staat van het Bijzonder Comité van Katanga, worden de gronden in vergunning gegeven volgens een reglement waarvan een exemplaar hierbijgaat (bijlage 3).

b) MIJNEN.

In Congo worden de mijnvergunningen toegekend bij bijzondere overeenkomst onder den vorm van een decreet, dat vooraf wordt onderworpen aan het advies van den Kolonialen Raad en goedgekeurd wordt door de wetgevende macht (een model van overeenkomst gaat hierbij, bijlage 4).

In de gewesten beheerd door het Bijzonder Comité van Katanga, worden de mijnen in vergunning gegeven op dezelfde wijze, behalve als het kleine vergun-

ningen geldt, welke beheerd worden door het decreet van 16 April 1919 (bijlage 5).

7° Vraag.

*c) Welk is de tegenwoordige toestand der luchtdiensten in de Kolonie ?
Is het vliegwezen er geregeld ingericht ? Met welk doel en in welke mate ?*

Antwoord.

De luchtlijn Koning Albert welke Kinshasa met Stanleystad verbindt (1,750 kilometer) werd ingericht, en de twee vakken, hetzij de twee derden van den geheelen weg, werken geregeld.

Het eerste vak, van Kinshasa naar Coquilhatstad naar Lisala, op 1 Maart 1924, en het derde vak, van Lisala naar Stanleystad moet klaar zijn op 1 Mei. Eerlang mogen wij ons er aan verwachten mededeeling te krijgen van de inbedrijfstelling van dit laatste vak, dewelke waarschijnlijk vertraging onderging tengevolge van het ongeval dat het leven kostte van den bestuurder van de ondernemingen in Afrika en aan twee zijner helpers.

Het vliegwezen is dus feitelijk ingericht, naar-rato van twee reizen per maand op ieder der twee belangrijke vakken, alhoewel de proefperiode nog niet ten einde is.

Het doel van het vliegwezen in Congo is een spoeddienst in te richten voor briefwisseling en verkeer, op proefondervindelijke wijze de vraagstukken op het gebied der vliegkunst op te lossen, welke worden te berde gebracht door de geregelde werking van een luchtlijn in Congo en de nijverheidsopbrengst te bepalen van dergelijke onderneming mag worden verwacht.

Zoodra de lijn is opgericht, zal aan de onderneming een nijverheidskarakter worden gegeven, waarbij men zich zal laten leiden door wat men uit de volledige inbedrijfstelling der tegenwoordige lijn zal hebben geleerd.

8° Vraag.

Welke regelen worden gevolgd in zake de bevordering in het Koloniaal leger ?

Welke zijn de voordeelen voorbehouden aan de officieren en onderofficieren van het Koloniaal leger, in vergelijking met die welke zij in het leger van het moederland genieten ?

Antwoord.

De bevordering bij de landmacht wordt beheerd door regelen die verschillen van die welke bij het leger van het moederland gelden. Bij Koninklijk besluit van 9 Augustus 1919 werd nochtans hier een zeker verband gebracht; het heeft betrekking op de aanwerving en de bevordering van de officieren der Landmacht, waarvan artikel 9 luidt : « De bevordering bij de Landmacht geschiedt op gelijke wijze als bij het meest begunstigde wapens van het leger van het moederland.

* * *

Het bestuur heeft er zich tijdens de oorlogsjaren op toegelegd, in de kaders der Landmacht eene bevordering te verzekeren zooveel mogelijk overeenkomende met de wegens den oorlog zeer vlugge bevordering in de rangen van het leger van het moederland.

Het is er nochtans niet in geslaagd aan ieder officier der Landmacht eene bevordering te geven, die gelijkstond met die welke hij in Europa bekwam. Talrijke moeilijkheden, te wijten inzonderheid aan de verscheidenheid der elementen waaruit het Europeesch personeel der Landmacht bestond, te wijten ook aan de aanwervings- en bevorderingsregelen welke toen gevolgd werden en aan de bijzondere omstandigheden eigen aan den oorlog, maakten het echter onmogelijk in elk geval aan een officier in Afrika den graad toe te kennen, dien hij in Europa bekwam. Zoo gebeurde het dat sommige officieren tijdens den oorlog bij de Landmacht gediend hebben met een graad die lager was dan die hij in Europa bekleedde.

Naderhand, werd de toestand van de Europeesche militairen der Landmacht herzien volgens de regelen ingevoerd bij Koninklijk besluit van 9 Augustus 1919.

* * *

Thans hebben de officieren der Landmacht, op zeer enkele uitzonderingen na, in de Kolonie denzelfden graad als die, welken zij bij het leger van het moederland bekleeden of zelfs een hooger graad.

Bestaan er uitzonderingen, dan is dit te wijten aan het feit dat de rangschikking in de kaders der Landmacht tegelijk rekening houdt met den ouderdomsrank bij het leger van het moederland; aldus genoten officieren, die laat in dienst kwamen in Afrika, niet dezelfde bevordering als hunne collega's, ouder in dienst.

Deze uitzonderingen zullen evenwel eerlang niet meer bestaan, dank zij de normale werking van de bevorderingsregelen.

Telkens het gebeurt dat een officier tijdelijk bij de Landmacht een graad bekleedt beneden die, welke hem bij het leger van het moederland werd toegekend, bekomt hij dezen graad bij de Landmacht, doch enkel als eeretitel.

* * *

Het kader der onderofficieren bij de Landmacht behelzen opper-adjudanten, adjudanten en aspiranten. Al de onderofficieren die gedurende den oorlog in dienst der Kolonie zijn getreden en die voort bij de Landmacht hebben gediend, bekleeden er den graad van adjudant of dien van opper-adjudant.

* * *

Wat de bevordering bij het leger van het moederland betreft, hebben de officieren en de onderofficieren die in Afrika dienden, dezelfde voordeelen bekomen als hunne collega's die gediend hebben op het front in Europa. Deze voordeelen werden aan de officieren toegekend bij besluit-wet van 15 October 1915, en door een overeenkomst met het Departement van Landsverdediging, wat betreft de bevordering van de onderofficieren tot den graad van officier.
